

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)



## Contre les partis de la bourgeoisie, lever le drapeau rouge des travailleurs !

- **Trump  
contre les travailleurs**
- **Vers le Brexit**
- **Crimée, Donbass :  
une impasse sanglante**
- **L'impérialisme et la Syrie**
- **La « stagnation séculaire »  
du capitalisme**
- **La révolution russe de 1917**



En haut : Fillon et Macron avec le patron du Medef, Gattaz.  
En bas : Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière.



**Contre les partis de la bourgeoisie, lever le drapeau rouge des travailleurs!**

- Trump contre les travailleurs
- Vers le Brexit
- Crimée, Donbass : une impasse sanglante
- L'impérialisme et la Syrie
- La « stagnation séculaire » du capitalisme
- La révolution russe de 1917



En haut : Fillon et Macron avec le patron de Mediaset, Guzet. En bas : Michèle Arthaud, candidate de Lutte ouvrière.

**Au sommaire de ce numéro**

Contre les partis de la bourgeoisie, lever le drapeau rouge des travailleurs	1
Trump: après une campagne démagogique, une politique dirigée contre les travailleurs	9
Vers le déclenchement du processus du Brexit	11
Crimée, Donbass : une impasse sanglante	15
Syrie: la politique cynique et brutale de l'impérialisme	21
La « stagnation séculaire » ou l'âge sénile du capitalisme	28
La révolution russe de février 1917	35

**Abonnements** pour un an (8 numéros)

**Plis ouverts**

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Reste du monde 24 €

**Plis fermés**

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

**Correspondance**

Lutte ouvrière BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

**Sur Internet**

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

**Qui sommes-nous ?**

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

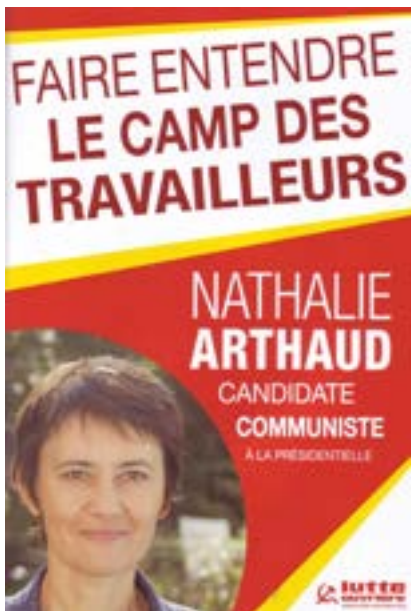
Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## Contre les partis de la bourgeoisie, lever le drapeau rouge des travailleurs

**Les élections européennes de 2014, départementales et régionales de 2015, et les succès alors remportés par le Front national, ont fait apparaître au grand jour le degré de décrépitude de l'alternance gouvernementale qui tient lieu de démocratie dans la République bourgeoise. Les multiples rebondissements qui précèdent l'élection présidentielle de 2017 le confirment et l'aggravent.**

Pour tenter de contrer le dégoût croissant dans l'électorat devant ce petit jeu où on change –si peu! –pour que rien ne change, la droite comme la gauche ont inventé les primaires. Puisque les électeurs se détournent des élections, ajoutons-y quatre tours!

### LE CIRQUE DES PRIMAIRES

Il y avait cependant une certaine logique dans la mise en place des primaires. Un des aspects du discrédit du système d'alternance est celui des partis et de leurs ténors aux yeux de leurs électeurs respectifs. Les primaires étaient destinées à redonner une sorte de légitimité à des dirigeants qui en avaient de moins en moins à l'intérieur de leur propre camp.

Deux primaires avec deux tours chacune, le tout assorti d'interminables heures de débats télévisés où les participants au mieux parlent pour ne rien dire, au pire débitent les mêmes platitudes réactionnaires, aussi bien à droite qu'à gauche.

La médication concoctée par les appareils des grands partis n'a fait que rendre le mal encore plus manifeste.

Les primaires étaient destinées à faire émerger, dans chaque camp, un leader légitime, non pas par les états-majors, mais par l'onction d'une majorité électorale. Mais elles ont donné lieu à des votes de rejet plus que d'adhésion. Les électeurs n'ont pas voté pour celui qui allait être proclamé vainqueur, mais contre les autres. À droite, contre Sarkozy

surtout. À gauche, contre Valls. La danse de Saint-Guy des sondages indiquait moins l'incompétence des sondeurs que l'état du corps électoral, déboussolé, sans repères, imprévisible.

À droite, alors qu'on nous prédisait un Juppé s'acheminant tranquillement vers le fauteuil présidentiel, c'est finalement Fillon qui a recueilli les bouquets de laurier lancés par l'électorat de droite. Il faut dire qu'il a été surtout servi par le duel annoncé entre Sarkozy et Juppé. Mais Sarkozy traîne tel-



lement de casseroles que c'en est une véritable quincaillerie, au point que son propre électorat n'en voulait plus. Quant à Juppé, il a eu son lot de casseroles, notamment une condamnation assortie d'inéligibilité et un repos forcé quoique bien rétribué au Canada.

Alors, comme pour démentir les sondages et les prévisions, l'électorat de droite, avec l'aide des milieux catholiques ultras, a porté au pinacle Fillon qui, bon catholique et bien réactionnaire, s'est fabriqué une image d'honnête homme. Patatras! Le passé l'a rattrapé, et son honnêteté est apparue brusquement aussi boueuse que celle de ses compères et néanmoins concurrents.

L'électorat de droite, qui s'est si bien retrouvé dans les idées réactionnaires de Fillon, a été douché par le spectacle peu ragoûtant de son champion, de sa femme et de ses enfants, mieux rétribués avec l'argent public en ne faisant rien que tant d'autres personnes, même dans la petite bourgeoisie réactionnaire, en travaillant. Au point qu'à l'heure où nous écrivons, si Fillon se cramponne à sa candidature, il n'est pas certain qu'il parvienne à franchir le cap du premier tour de l'élection présidentielle.

À gauche, les comédiens sont différents mais les ressorts du spectacle sont les mêmes.

Premier épisode: le candidat « naturel » Hollande a déclaré forfait. Il n'avait pas envie d'assumer le bilan de son quinquennat. Il ne fallait pas avoir un grand sens politique pour comprendre que son effondrement dans les sondages ne venait pas seulement de l'électorat de droite – cela fait partie de la règle du jeu de l'alternance –, mais de son propre électorat. C'est le « peuple de gauche » qui ne voulait plus de lui.

Hollande retiré du jeu, c'est sans lui que se sont déroulés les deux tours de la primaire de la



gauche, avec pour vedettes des candidats qui ont en commun d'avoir tous été ses ministres, accompagnés de quelques figurants, histoire de compléter le plateau des émissions télévisées.

Valls, qui pouvait le plus difficilement se dégager de l'héritage des années Hollande dont il était, en tant que Premier ministre, le principal acteur, s'est incliné devant Benoît Hamon.

Et voilà, après le rebondissement-surprise de la primaire de la droite, son équivalent à gauche: l'ex-frondeur Hamon est sorti vainqueur de la compétition. Voilà le Parti socialiste mis dans la situation de s'aligner derrière un des chefs de file de la contestation interne!

Le résultat de la primaire de la dite Belle alliance populaire ne représente certainement pas un glissement à gauche du PS. Il reflète l'envie du milieu socialiste de se démarquer d'un Hollande dont le bilan désastreux pèse sur l'avenir de leur parti, à commencer pour les élections législatives.

Au-delà des aspects anecdotiques illustrés par les scandales, c'est la crédibilité de la démocratie parlementaire bourgeoise sous sa forme actuelle qui est profondément ébranlée. Les élections ne

peuvent servir de soupape de sécurité, pour permettre au mécontentement de s'exprimer contre les partis au pouvoir, que si elles donnent aux électeurs l'illusion qu'ils peuvent changer de politique en votant pour les partis qui n'y sont pas. C'est de moins en moins le cas.

## CRISE ÉCONOMIQUE ET ÉBRANLEMENTS POLITIQUES

La crise économique actuelle n'a pas conduit à l'effondrement brutal de la démocratie bourgeoise – du moins pas encore –, contrairement à ce qui s'est produit lors de la crise de 1929. Il faut dire que la crise économique avait alors pris le caractère d'un effondrement brutal, entraînant dans un certain nombre de pays de violents affrontements sur le terrain politique. La question du pouvoir était posée.

Mais, quoique de façon plus insidieuse qu'alors, la crise économique est à la base de la crise sociale rampante qui engendre l'instabilité politique.

Le Parti socialiste, chargé de gérer au gouvernement la crise pour le compte de la grande bourgeoisie, était condamné à payer sur le plan électoral ses

cinq années passées au pouvoir. Son électorat se recrute traditionnellement dans la petite bourgeoisie plus ou moins intellectuelle et, surtout, parmi les salariés. Ce sont eux qui ont subi les attaques les plus violentes de la bourgeoisie si bien servie par le gouvernement.

Le décalage entre ce que son électorat attendait du PS et la politique de ce parti au gouvernement est d'autant plus flagrant que, pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, non seulement le PS a monopolisé quelque temps la présidence et le gouvernement mais, en même temps, il a eu la majorité à l'Assemblée comme au Sénat, sans parler de l'exécutif de la quasi-totalité des régions.

En cette période de crise économique et de concurrence exacerbée entre groupes capitalistes, non seulement la bourgeoisie ne donne à la gauche réformiste aucun grain à moudre, même lorsque celle-ci est appelée à gouverner, mais elle reprend même ce qu'elle a concédé dans le passé.

Le Parti socialiste est depuis un demi-siècle un des principaux piliers du système institutionnel de la bourgeoisie. La crise de l'un entraîne l'affaiblissement de l'autre.

L'effritement de la base électorale de la gauche, au profit surtout de l'abstention mais aussi du vote pour le Front national, n'a cependant pas ouvert un boulevard devant la droite traditionnelle.

Les élections régionales de décembre 2015 avaient déjà largement mis en évidence ce qui est annoncé pour la présidentielle. La droite classique n'a en réalité réussi à tirer profit des élections qu'en raison de la capitulation des partis de gauche, le PS mais aussi le PC, qui ont accepté de se retirer et de faire voter pour elle dans deux régions, Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur, où elle était

menacée par le FN. L'abdication des partis de gauche et le soutien apporté à Bertrand et à Estrosi ont en quelque sorte signé le bilan de faillite du système d'alternance et le passage d'un bipartisme gauche-droite à une sorte de tripartisme, avec le FN se posant en alternative contre les deux autres blocs.

Ces lamentables manœuvres parlementaires ont certes momentanément empêché le FN d'accéder à la présidence d'une région. Mais, à la lumière de ce qui se passe pour la présidentielle, il est évident que la perte de crédit de la gauche n'a pas conduit à un regain du crédit de la droite classique.

Là encore, derrière les manœuvres d'appareil, il y a la réalité économique et sociale. La petite bourgeoisie possédante est elle-même touchée par la crise. Elle subit la loi du grand capital, quoique de façon moins violente et plus insidieuse que les salariés. Les secousses qui ébranlent la société mettent en cause les certitudes de cette classe sociale envieuse des riches, méprisante envers les salariés, pénétrée surtout de la conviction que la propriété privée de ses moyens de production lui assure la survie, voire, pour certains, une ascension dans la hiérarchie sociale. C'est une illusion pour la plupart des petits bourgeois, même lorsque l'économie marche

bien. À plus forte raison, en période de crise.

Combien de paysans, d'artisans, de petits industriels font jour après jour l'expérience qu'en temps de crise, leur propriété elle-même devient un carcan qui les soumet aux banques, aux intermédiaires capitalistes de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution, et à la fiscalité par laquelle l'État ponctionne la petite bourgeoisie pour le compte du grand capital?

Au-delà des turpitudes du personnel politique de la bourgeoisie, voilà ce qui mine le crédit des grands partis de l'alternance, et l'alternance elle-même. Voilà ce qui est à la base de l'éloignement de la caste politique de la « vie réelle », de plus en plus évoqué même par les médias bourgeois. Avec la crise, même la bourgeoisie des grandes démocraties impérialistes est de moins en moins encline à payer les faux frais du fonctionnement de ses institutions.

Les partis de l'alternance étant de plus en plus discrédités, le seul parti qui tire les marrons du feu, le Front national, est celui qui a été exclu de ce système. Son renforcement électoral donne cependant un répit au parlementarisme bourgeois mis à mal. La possibilité d'une alternance entre l'ensemble des grands partis





et le Front national a tendance à se substituer à celle, traditionnelle, entre la droite et la gauche gouvernementales.

Mais jusqu'à quand ?

Ce n'est pas pour rien que le positionnement « contre le système » pratiqué par le Front national fait des émules.

Depuis un certain temps déjà, Mélenchon a donné à cette posture une coloration de gauche. L'aventurier Macron s'en est emparé à la hussarde. Et même Fillon s'y met.

## LES DILEMMES DE LA DROITE

La décomposition du système d'alternance en train de se transformer en crise politique donne à la campagne électorale un caractère désordonné, imprévisible et volatil. À en juger par les sondages, Le Pen, Fillon, Macron, Hamon, Mélenchon ne se détachent pas les uns des autres, avec cependant, pour le moment, une longueur d'avance pour les trois premiers. Pour ce qui est de celui qui fera face à Le Pen au second tour, les candidats jouaient à saute-mouton dans les sondages, avant même que ceux-ci intègrent le ralliement de Bayrou à la candidature de Macron. Pour annoncer qui sera présent au deuxième tour, les politologues et les sondeurs les plus distingués de la

faune politique donnent pour le moment leur langue au chat.

L'électorat réactionnaire sera à coup sûr représenté, mais par qui ? Avant que n'éclate l'affaire Fillon, la route paraissait balisée pour lui. Tant que sa présence au second tour semblait assurée, le fait d'être opposé à Le Pen était une garantie de victoire. D'autant qu'il pouvait compter sur la gauche réformatrice pleutre et sans principe, capable de voter pour lui afin de « faire barrage à Le Pen ».

Aujourd'hui, c'est l'inverse. Si son électorat fuit vers le FN ou vers Macron, Fillon court le risque de ne même pas être présent au second tour. Pour s'en protéger, après s'être déjà présenté sur un programme et avec un langage particulièrement réactionnaires, il force la dose. Cette course vers l'extrême droite, avec sa démagogie et son langage, engagée depuis longtemps, connaîtra un coup d'accélérateur pendant les semaines qui viennent. Pour faire passer à l'arrière-plan les états d'âme moralisants de l'électorat de droite, il fait appel à ses sentiments les plus identitaires: sécurité des biens, chauvinisme et haine des pauvres.

Avec, d'un côté, le Front national qui essaie d'atténuer les aspects les plus répugnants de son langage d'extrême droite pour élargir son électorat et, de l'autre côté, la droite qui fait

la course en sens inverse, bien malin celui qui pourra distinguer le langage de Fillon de celui Le Pen.

Laissons aux médias les spéculations autour de la capacité de Fillon à aller jusqu'au bout de sa campagne, y compris s'il est mis en examen.

La meilleure protection de Fillon contre Baroin, Wauquiez et autres jeunes loups de la droite, lorgnant vers un plan B qui leur permettrait d'être candidats, est qu'ils se neutralisent mutuellement.

Le « c'est moi ou le chaos » a l'air de prendre auprès des ténors du parti qui, de Raffarin à Baroin en passant par Kosciusko-Morizet, Bertrand et Péresse, multiplient les meetings de soutien, bon gré mal gré. Aucun d'entre eux ne veut prendre la responsabilité d'une explosion du bloc des droites.

Du coup, Fillon peut se cramponner contre vents et marées en se drapant de la légitimité donnée par la primaire de la droite. Peu importe qu'une partie de ceux-là mêmes qui lui ont permis de l'emporter se bouchent le nez devant l'affaire Fillon, comme en témoigne sa chute dans les sondages. Fillon est en train de violenter son propre électorat avec pour slogan: « Ne nous laissons pas voler notre victoire. » Ses arguments en direction de l'électorat de droite se réduisent à un seul: « Si vous voulez que mon programme réactionnaire et conservateur soit présent au premier tour et l'emporte au second, vous n'avez pas d'autre choix que de voter pour ma personne. »

## L'AVENIR DU PARTI SOCIALISTE

La débandade de la droite traditionnelle est une maigre consolation pour le PS. Son problème n'est pas le résultat de la présidentielle, ni même

vraiment le fait de ne pas être présent au second tour. Le PS n'y peut pas grand-chose. Le rapport de force électoral issu du premier tour entre son candidat désormais officiel, Hamon, le dissident de vieille date Mélenchon et le dissident plus récent Macron, aura cependant des conséquences sur l'avenir du PS, à commencer par l'avenir immédiat, c'est-à-dire les élections législatives de juin prochain.

Le PS, flanqué d'autres composantes de la gauche réformiste dont fait partie aujourd'hui de plein droit le PCF, est un véritable corps social, avec ses fonctionnaires, ses milliers de notables qui, de conseils municipaux des grandes villes à l'Assemblée et au Sénat, en passant par les conseils départementaux et régionaux, occupent une multitude de places dans les différents rouages de l'État, avec les émoluments correspondants.

Tout ce corps social est conscient que son champion a peu de chances, non seulement de l'emporter, mais même d'être présent au second tour. Dans ce contexte, la direction du Parti socialiste peut se faire une raison de la désignation de Hamon comme candidat du parti. C'est le moment de le badigeonner en rose, sinon en rouge, pour tenter de regagner le crédit perdu dans l'électorat de gauche. Après tout, pour cela, Hamon est un meilleur porte-drapeau que Valls.

Un certain nombre de caciques du PS ne partagent manifestement pas cette vision des choses. Étant, au gouvernement, responsables vis-à-vis de la bourgeoisie, ils veulent le rester dans l'opposition, et ne pas renier la politique de Hollande, qui est la seule politique que la classe capitaliste les autorise à mener.

Certains de ces caciques ont déjà annoncé qu'ils vont rejoindre Macron, d'autres sou-

tiennent Hamon a minima. Ils paraissent pour le moment minoritaires. Mais, là encore, jusqu'à quand ?

Le Parti socialiste, avec son appareil, son corps de notables, est profondément fissuré.

Que Hamon soit au deuxième tour ou pas, s'il dépasse Mélenchon assez nettement, il aura gagné ses galons de général en chef du PS, au moins pour les législatives. Mais après ?

Après les cinq années Hollande, le PS est vomé par une grande partie de son électorat. S'en relèvera-t-il ? Peut-être jamais. Mais, là encore, la réponse ne dépend certainement pas de combines d'appareil, de rivalités de courants. Cela dépend infiniment plus de l'évolution de la crise sociale, c'est-à-dire de la crise économique.

Il faut seulement se rappeler que, dans un tout autre contexte et en particulier sans le poids de la crise économique, feu la SFIO n'a pu se remettre de la débâcle de la politique algérienne de Guy Mollet, en 1956-1957, qu'une vingtaine d'années plus tard, sous l'étiquette Parti socialiste et grâce à un sauveur suprême en la personne de Mitterrand, venu de l'extérieur.

À une différence cependant avec ce précédent : à l'époque, existait un Parti communiste

puissant, avec une forte influence dans la classe ouvrière. C'est grâce au PC et à ses militants dans les entreprises et les quartiers populaires que Mitterrand a pu se forger une réputation de dirigeant incontesté de la gauche.

Le PC n'a plus aujourd'hui cette implantation, cette force et la même capacité de vendre l'électorat ouvrier à un homme politique bourgeois. Mitterrand n'a même pas eu à se donner la peine de trahir les intérêts de la classe ouvrière, le PCF l'a fait pour lui.

En réalité, même le faux pas du PC qui, entre Mélenchon et Hamon, a choisi le mauvais cheval, apparaîtra anecdotique. Le faux pas se paiera, peut-être, au moment des législatives, par le nombre de places de députés que le PS consentira à lui laisser.

Mais ce ne sont pas seulement quelques places de députés qui seront en cause. Si le PS s'effondre, il entraînera le PC avec lui. L'effondrement du PS prendra-t-il la forme d'un éclatement autour des ambitions de dirigeants rivaux, ou celle d'une transformation en un parti nouveau ne se revendiquant même plus du socialisme mais du progressisme ?

L'idée de la transformation du PS en un parti du même type



Les Fillon devant leur manoir. Chez ces gens-là, la famille, ça compte...

que le Parti démocrate aux États-Unis ou son homonyme en Italie est dans l'air depuis bien longtemps déjà à l'intérieur du PS. Une défaite électorale majeure et la crise ouverte qu'elle provoquera peuvent constituer la secousse pour transformer cette perspective en réalité.

C'est cette perspective qu'ambitionne d'incarner Macron. S'il dépasse largement Hamon et parvient à être présent au second tour et, à plus forte raison, s'il est élu président de la République, il entraînera dans son sillage un certain nombre de caciques du PS, et probablement la majorité. Certains d'entre eux, comme Collomb, le maire de Lyon, en envisagent ouvertement la nécessité. Et, en soutenant dès maintenant Macron, ils se placent ouvertement dans la perspective de ce qu'ils appellent une recomposition politique, à laquelle Bayrou vient d'apporter sa contribution.

À travers ses dénominations successives, SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), puis Parti socialiste, ce parti portait encore dans son nom les traces de ses lointaines origines dans le mouvement ouvrier. Cela fait des décennies que le PS est devenu un parti bourgeois par sa politique et par sa direction. Cela fait aussi un certain temps déjà qu'il n'est même plus un parti ouvrier par sa composition sociale. Avec sa transformation éventuelle sous l'égide de Macron, il aura définitivement rompu avec son passé.

#### LES CONTRECOUPS DE LA CRISE POLITIQUE SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE

La crise politique qui s'amorce est une conséquence de la crise économique qui se prolonge. Mais, à son tour, la crise politique peut être un facteur aggravant de la crise économique.

Le quotidien économique *Les Échos* a titré à la une de son édition du 7 février: «*Présidentielle: les marchés commencent à s'inquiéter*». Et de commenter: «*Les inquiétudes des investisseurs autour de la présidentielle française augmentent chaque jour. [...] Les marchés s'inquiètent des incertitudes d'une campagne qui va de rebondissement en rebondissement. Les taux français ont continué de creuser l'écart avec ceux de l'Allemagne. Cet écart [...] a même battu un record depuis quatre ans. S'il est encore loin des niveaux atteints en pleine crise de la dette, il reflète néanmoins les craintes d'une sortie de la France de la zone euro, projet défendu par le Front national. La probabilité d'un tel scénario reste très faible, assurent des analystes financiers, tout en préconisant des paris tactiques contre la dette française. Dans l'entourage de Bercy, on accuse certains spéculateurs de tenter de déstabiliser les marchés pour gagner de l'argent. Le marché de la dette française n'est plus le seul touché. La méfiance commence à gagner les investisseurs en actions.*»

Eh oui, l'économie capitaliste est en permanence sous la menace d'une crise financière grave, bien plus grave que la dernière en date, celle de 2008! La matière explosive continue à s'accumuler malgré tous les discours officiels, une fois la crise de 2008 surmontée par les dizaines de milliards de dollars et d'euros distribués pour sauver le système bancaire.

Quel événement politique peut servir d'étincelle? Aussi faible que soit le risque que Le Pen soit élue et que, le cas échéant, elle décide de retirer la France de la zone euro, la simple incertitude offre matière à spéculer.

Il y a à peine sept années, en 2010 et 2011, la crise de la dette d'un petit pays comme la Grèce a failli déclencher des ré-

actions en chaîne susceptibles d'ébranler l'Italie, l'Espagne et au-delà. Nul ne peut prédire les effets que pourraient produire des mouvements de capitaux erratiques touchant la France, un des piliers de l'économie européenne.

L'incapacité de la grande bourgeoisie à maîtriser son propre système économique représente une menace autrement plus grande pour la société que le désarroi de sa caste politique. Les deux sont cependant étroitement entremêlés.

#### POPULARISER LA SEULE POLITIQUE SUSCEPTIBLE DE SAUVER LA CLASSE OUVRIÈRE FACE À LA CRISE

#### FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, LEVER LE DRAPEAU DU COMMUNISME

Voilà le contexte dans lequel se situe cette séquence électorale. Notre volonté d'y participer, en présentant la candidature de Nathalie Arthaud, n'est pas liée à cette situation. Nous nous présentons à l'élection présidentielle depuis que nous avons estimé avoir la force d'y participer, c'est-à-dire depuis 1974. Mais la crise de l'économie capitaliste, les attaques de la grande bourgeoisie contre les travailleurs, la décomposition du système politique de la bourgeoisie sans que le mouvement ouvrier puisse y opposer sa propre ambition historique, qui est de remplacer par son propre pouvoir celui d'une classe privilégiée en faillite, rendent plus nécessaire que jamais de faire entendre un point de vue communiste révolutionnaire.

Après des décennies de dégâts du réformisme social-démocrate ou stalinien, le courant communiste révolutionnaire est numériquement faible. Mais il existe. Il est de son de-



voir d'opposer aux politiques défendues par tous les hommes politiques qui restent sur le terrain de l'organisation capitaliste de la société une politique qui corresponde aux intérêts de la classe ouvrière et, par là même, aux intérêts de la majeure partie de la société, mis à part une minorité capitaliste.

Nous ne reviendrons pas ici sur le détail de ce programme. Disons qu'il reprend pour l'essentiel ce que Trotsky appelait en 1938 le *Programme de transition*, pour souligner qu'il ne visait pas à trouver, dans le cadre du capitalisme, d'impossibles solutions à la crise de son système, mais qu'il doit être un pont menant la classe ouvrière, à partir de ses exigences de classe, à la conscience que, pour les réaliser, il faut s'attaquer aux racines du capitalisme et à la domination de la bourgeoisie.

Sous la plume de Trotsky, le *Programme de transition* n'était qu'un programme, un ensemble de mesures proposées comme objectifs de combat à la classe ouvrière. Après les défaites des grandes luttes des années 1930, la classe ouvrière n'était plus en situation de reprendre à son compte ces objectifs et de pousser la lutte jusqu'à ce qu'ils soient atteints. Trotsky écrivait pour l'avenir. Mais le programme n'était pas une invention ex nihilo. Vingt ans avant qu'il soit rédigé, c'était, en septembre 1917, le programme avancé par Lénine sous le titre *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*. Quelques semaines plus tard, le prolétariat russe allait le mettre en application.

Contre le chômage, répartition du travail entre tous sans diminution de salaire

Contre la baisse du pouvoir d'achat, augmentation générale des salaires, pensions et allocations et leur indexation sur les prix, c'est-à-dire échelle mobile des salaires, pensions et allocations.

Et, surtout, mise en cause de la propriété privée des moyens de production par le contrôle des travailleurs sur ceux-ci.

Voilà les objectifs à populariser. Faute de perspectives qui soient les siennes, la classe ouvrière est désorientée face au chaos d'une société bourgeoise agonisante. Elle n'est pas en situation d'offrir une autre voie à la société que celle que lui impose une société capitaliste en décomposition. Pire: elle reproduit dans ses propres rangs le désarroi de la bourgeoisie. Il est vital pour toute la société que la classe ouvrière retrouve sa conscience de classe jusqu'à son expression ultime: la volonté de renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

La seule chose utile que les communistes révolutionnaires peuvent faire dans ces élections, c'est de défendre une politique que la classe ouvrière puisse faire sienne lorsqu'elle en a la volonté.

La seule chose utile est de lever le drapeau de la transformation révolutionnaire de la société, avant que la prolongation du règne de la bourgeoisie ne se traduise par des catastrophes à une tout autre échelle que lors de l'entre-deux-guerres et de la Deuxième Guerre mondiale.

Personne ne peut penser qu'une campagne électorale suffise pour transmettre des idées et des pratiques qui résultent de décennies de combat ouvrier et qui ont été trahies, abandonnées par les partis réformiste et stalinien.

Mais il faut que le courant qui fait siennes ces idées se manifeste, s'exprime et montre qu'il existe.

Aucune campagne électorale ne peut combler l'abîme qui sépare l'état de conscience et d'organisation de la classe ouvrière des tâches que lui impose la faillite évidente du capitalisme. Cet abîme ne pourra être comblé que par l'activité

sur le terrain, à l'intérieur de la classe ouvrière et dans toutes ses couches, des entreprises industrielles aux chaînes de distribution, des transports aux hôpitaux, des services dits publics aux banques et compagnies d'assurances et à l'éducation. Il ne pourra être comblé que dans les luttes elles-mêmes, lorsque la validité de la politique avancée se mesure dans les affrontements de classes.

Les campagnes électorales ne sont et ne peuvent être qu'un épisode dans ce combat. Il ne faut pas s'étonner que, dans la démocratie de la bourgeoisie, les médias ne répercutent pas ou si peu la parole communiste révolutionnaire. Mais, par leur nature même, les élections générales, présidentielle et législatives, donnent à la politique révolutionnaire une autre dimension que la simple défense des intérêts ouvriers au jour le jour. Par la même occasion, cela donne aussi une autre dimension aux efforts des militants dans les entreprises ou dans les quartiers populaires.

Malgré l'absence de luttes d'envergure pour le moment, il existe parmi les travailleurs des femmes et des hommes qui sauvegardent une aspiration communiste, ne fût-ce que sous une forme élémentaire. Même devenu stalinien depuis longtemps, le PC et son militantisme ont laissé des traces dans les anciennes générations.

Ce sont les injustices permanentes de l'exploitation ou les mille et une turpitudes des hommes politiques, de la police et de la justice qui pousseront inévitablement de nouvelles générations à contester l'ordre social établi. Il est important que ces femmes, ces hommes, aujourd'hui dispersés, prennent conscience qu'ils ne sont pas seuls.

Aussi minoritaire que soit le courant qu'ils constituent et aussi limité que soit le terrain électoral, il existe.

Les partis bourgeois ne sont que de simples clubs électoraux qui ne servent qu'à faire accéder au pouvoir une coterie politique. Contrairement à eux, un parti communiste révolutionnaire doit être présent dans la classe ouvrière pour mener aujourd'hui le combat au jour le jour et être demain en situation d'opposer au pouvoir de la bourgeoisie un autre pouvoir, celui des classes exploitées.

Se saisir des campagnes élec-

torales pour susciter de nouvelles vocations militantes parmi les travailleurs; leur donner la volonté d'agir sur le terrain politique; les amener à prendre conscience des liens entre les mille et une conséquences de leur situation d'exploités et d'opprimés et la nécessité de renverser le pouvoir de la bourgeoisie: tout cela, ce sont des pas vers la construction du parti communiste révolutionnaire.

Alors, une fois les urnes ran-

gées, le travail continue pour convaincre, rendre conscients, entraîner les nôtres. Il ne suscitera pas l'intérêt des médias de la bourgeoisie et de ses coterie politiques.

Mais les idées révolutionnaires n'ont pas besoin des grands médias pour cheminer dans les entreprises, dans les quartiers populaires. C'est là où, pourtant, se préparera l'avenir.

22 février 2017



Meeting de Nathalie Arthaud, le 30 septembre 2016, au Cirque d'hiver à Paris.



## Trump : après une campagne démagogique, une politique dirigée contre les travailleurs

**Après une année de campagne électorale et deux mois de transition pendant lesquels il a flatté les préjugés racistes pour se faire élire, Donald Trump a utilisé ses premières semaines de présidence effective pour signer une rafale de décrets destinés à contenter l'électorat réactionnaire qui l'a porté au pouvoir. On comprend aisément pourquoi Marine Le Pen se trouve des affinités avec Trump, car elle développe comme lui une démagogie à tous crins, visant les classes populaires auxquelles tous les deux destinent en fait leurs coups ; et cela bien que ce dernier l'ignore, comme l'a montré en janvier le ridicule voyage à New York de la chef de l'extrême droite française, débouchant sur un café pris à la cafétéria du sous-sol de la Trump Tower, des dizaines d'étages en dessous du milliardaire président.**

À ceux qui pensent que l'État a trop de poids, le président républicain a offert son premier décret. Symboliquement destiné à torpiller une réforme phare de Barack Obama, il augmente les cas d'exemptions permettant d'échapper à l'obligation de contracter une assurance maladie. De même, Trump a gelé provisoirement toute embauche dans les administrations fédérales.

Flattant les préjugés anti-immigrés, et bien qu'en contradiction avec le gel des embauches, Trump a signé l'ordre de recruter 10 000 officiers fédéraux supplémentaires chargés de contrôler l'immigration et d'expulser tous les étrangers sans papiers qui ont un casier judiciaire, même pour des infractions mineures. Après une présidence d'Obama qui s'est caractérisée comme la période où le plus de travailleurs immigrés ont été expulsés, Trump a donné un coup d'accélérateur à cette politique scélérate. Déjà, des centaines de travailleurs ont été arrêtés sous le prétexte qu'ils avaient emprunté une

identité pour pouvoir travailler, ce qui est une pratique très courante. Certains expulsés étaient pourtant arrivés aux États-Unis enfants il y a des dizaines d'années, et y ont actuellement un travail et une famille. Cela a commencé à susciter des manifestations de solidarité. Le même ordre présidentiel menace aussi de priver de subventions fédérales les municipalités, tel Los Angeles, qui s'érigent en havre d'accueil pour les sans-papiers qui y vivent et y travaillent. Bien que les républicains passent

leur temps à fustiger le poids de l'État fédéral, il s'agit là de l'utiliser pour contraindre les municipalités.

Dans la même veine, Trump a signé un décret préparatoire à la construction d'un mur à la frontière mexicaine, mur qui existe en partie et qu'il prétend faire payer au Mexique. Le décret anti-immigration qui a fait le plus de bruit est celui ordonnant de suspendre pour trois mois toute entrée sur le territoire des ressortissants de sept pays, dont l'Iran, désignés



**Rex Tillerson abandonne la direction d'ExxonMobil pour prêter serment en tant que secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) devant le président Trump et le vice-président Pence.**

par Trump comme foyer de terrorisme. Même les personnes bénéficiant de la double nationalité, résidant habituellement aux États-Unis mais en voyage au moment de la signature du décret, ont été empêchées de revenir chez elles. Le caractère manifestement raciste du décret, qui ne visait que des musulmans, a soulevé une vague d'indignation qui s'est traduite par des manifestations dans les plus grands aéroports du pays. Le fait qu'aucun citoyen de ces sept pays n'ait jamais perpétré d'attentat aux États-Unis a été la base juridique de la plainte déposée par l'État de Washington, sur la côte pacifique, aboutissant à la suspension du décret par une cour d'appel fédérale.

Trump désigne l'étranger comme l'ennemi également sur le terrain économique. Alors qu'après des années de négociations il n'était toujours pas ratifié par le Congrès américain, Trump a retiré les États-Unis du traité instituant un partenariat transpacifique. Cette zone de libre-échange liant onze pays d'Asie et d'Amérique avec les États-Unis ne verra donc probablement pas le jour. Est-ce le début d'un véritable tournant protectionniste que prendrait la bourgeoisie américaine à l'occasion de l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche? Il est encore trop tôt pour le dire car son agitation nationaliste agressive a indisposé de grandes compagnies américaines, lesquelles ont pris publiquement position contre le décret, qui a provoqué une crise diplomatique, notamment avec l'Iran, dont le marché promet de s'ouvrir suite à l'accord de 2015 menant vers la fin des sanctions économiques.

Ce festival de mesures provocantes contente une partie de l'électorat de Trump. Cette bruyante démagogie anti-immigrés sert aussi au président de rideau de fumée destiné à masquer une politique patronale, moins médiatique

mais tout aussi réelle. L'équipe gouvernementale dont Trump s'entoure à Washington, dont certains membres n'ont pas encore franchi le processus habituel de confirmation par le Congrès, compte évidemment une collection de réactionnaires patentés. Ainsi Betsy DeVos, ministre de l'Éducation, dont le but est de favoriser les écoles privées, est en faveur du port d'armes dans les établissements scolaires. Lors de son audition par le Sénat, elle a prétendu que les écoles rurales du Wyoming pourraient ainsi faire face... aux attaques d'ours grizzlys! Il faut dire que sa qualité de fille et d'épouse de milliardaire, dont le frère a fondé l'entreprise de mercenaires Blackstone, et le fait qu'elle ait été la plus grosse contributrice du Michigan à la campagne de Trump, n'ont pu que jouer en faveur de sa nomination.

Le noyau du gouvernement est avant tout constitué, à l'image du businessman Trump, d'hommes très liés au capital. Andrew Puzder était le PDG d'une chaîne de restaurants où il a fait la chasse aux pauses de ses employés et imposé des heures supplémentaires non payées. Il est hostile à l'augmentation du salaire minimum. Il aurait pu être ministre du Travail si le fait qu'il avait personnellement employé une femme de ménage sans papiers ne l'avait forcé à renoncer à sa nomination. Rex Tillerson, ministre des Affaires étrangères, était le PDG du pétrolier ExxonMobil, une des plus grosses entreprises américaines. Elaine Chao, ministre des Transports, a été banquière d'affaires chez Citicorp. Goldman Sachs, la plus puissante des banques d'affaires de Wall Street, a aussi ses hommes à la Maison-Blanche: Steve Bannon, le conseiller stratégique de Trump, y a été banquier; Steven Mnuchin, le ministre de l'Économie, aussi; et Gary Cohn,

à la tête du Conseil économique national, en a été le numéro deux. On est loin des discours de campagne de Trump s'en prenant à la finance et se posant en défenseur des ouvriers.

Entouré de cette équipe gouvernementale, Trump a soigné l'industrie pétrolière en signant un mémorandum permettant la reprise des travaux d'un pipeline, suspendus il y a quelques mois à cause de l'opposition militante d'une tribu sioux du Nebraska. Ce sont surtout les banques qui peuvent se frotter les mains suite à la signature d'un décret en faveur de la dérégulation de ce secteur, central pour la grande bourgeoisie. Il vise à détricoter les règles laborieusement édictées par l'administration Obama au travers de la loi Dodd-Franck. Cette loi, pas encore totalement en vigueur, avait pour objet de prévenir un nouveau krach, après celui de 2008. Trump est aux ordres des banques d'affaires, qui se moquent des risques de catastrophe générale et ne veulent aucune contrainte.

Avant même qu'il ne signe son premier décret, Trump a reçu le lendemain de son intronisation une réponse appropriée à sa politique: des manifestations monstres, notamment pour défendre les droits des femmes. Celles et ceux qui se sont alors retrouvés dans rue, tout comme les manifestants opposés aux décrets anti-immigration, ont raison de ne pas attendre pour manifester leur opposition; à condition qu'ils ne mettent pas leurs espoirs dans l'éventuelle obstruction parlementaire du Parti démocrate ou dans la perspective lointaine de sa victoire électorale. Leur mobilisation peut contribuer à susciter celle de la classe ouvrière, qui a son propre combat de classe à mener, contre le gouvernement mais aussi contre la bourgeoisie.

*18 février 2017*



## Vers le déclenchement du processus du Brexit

**Le gouvernement conservateur britannique de Theresa May devrait formellement déclencher fin mars le processus de sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (UE), le Brexit. Depuis le référendum du 23 juin 2016, l'imminence de ce processus domine la vie du pays, désormais marquée à la fois par la dégringolade de la livre sterling et la reprise de l'inflation qui en résulte, mais aussi par les surenchères politiciennes auxquelles se livrent les partisans du Brexit. Sur ce sujet, nous publions ici un ensemble d'articles traduits du mensuel de nos camarades britanniques de Workers' Fight (*Workers' Fight* n° 80, février 2017)**

**ÉDITORIAL : CE N'EST PAS DE L'UNION EUROPÉENNE QU'IL FAUT SORTIR, C'EST DU CAPITALISME !**

Grâce au soutien du leader travailliste Jeremy Corbyn, la Première ministre conservatrice Theresa May a finalement obtenu l'aval de la Chambre des communes [la chambre basse, celle des parlementaires élus] pour déclencher le processus du Brexit d'ici au 31 mars. Mais il lui reste encore quelques obstacles à surmonter : d'une part celui des 287 amendements qui ont été déposés à son projet de loi, et d'autre part la nécessité d'obtenir l'approbation de la Chambre des lords [la chambre haute, non élue, qui joue le rôle du Sénat en France].

Avant d'obtenir le feu vert de la Chambre des communes, May avait produit un livre blanc [un rapport officiel] intitulé *Le Royaume-Uni : de la sortie de l'UE à un nouveau partenariat*, qui est censé définir sa stratégie dans les prochaines négociations avec l'UE. Ce texte reflète son obsession : avoir le beurre... et l'argent du beurre.

Il commence par souligner les avantages de l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE pour les milieux d'affaires britanniques, tant et si bien que le lecteur peut se demander quel était en fait l'intérêt de quitter l'UE. Une grande partie de ce document est ensuite consacrée à la présentation de la Grande-Bretagne comme une des économies les plus dynamiques du monde, manifestement pour convaincre tout un chacun que le pays est capable de voguer seul sur les eaux du marché mondial.

Mais alors pourquoi la

Grande-Bretagne connaît-elle un déficit commercial croissant depuis de nombreuses années ? La réponse ne figure pas dans le livre blanc. La vérité est que, depuis des décennies, l'addiction des capitalistes britanniques à la spéculation financière et à ses profits faramineux a détourné l'argent qui aurait pu s'investir dans la production et l'économie réelle. Le livre blanc ment aussi par omission quand May salue la grandeur de son pays par rapport au reste du monde. Car elle se garde bien de mentionner le fait que, si la Grande-Bretagne



Theresa May, Première ministre (Parti conservateur).

détient le record du nombre de milliardaires dans l'UE, elle détient aussi le record des plus forts taux d'inégalité et de pauvreté parmi les pays européens riches. Le livre blanc ne dit rien non plus sur l'état catastrophique des infrastructures publiques britanniques, rien sur le réseau ferroviaire vétuste et trop cher, ni sur la crise du logement. Pas un mot non plus sur l'état déplorable du système de santé (le NHS : National Health Service), ni sur le fait que la Grande-Bretagne a moins de médecins et de lits d'hôpital par habitant que les autres pays de l'UE.

Naturellement, May ne saurait admettre ces faits. Parce que ce serait reconnaître une vérité dérangeante : pendant des décennies, les gouvernements ont réduit les dépenses sociales et l'investissement public, afin de nourrir le parasitisme du capital britannique. Comme May elle-même l'a fait, en baissant les dépenses publiques de 3,5 milliards de livres (4,1 milliards d'euros) et en octroyant aux entreprises 6,7 milliards de livres (7,8 milliards d'euros) en réductions d'impôt. Oui, c'est le parasitisme capitaliste qui a conduit à la dégradation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Contrairement à ce que les politiciens prétendent depuis des années, cette dégradation n'est pas due à l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE, et encore moins à l'immigration. Elle est due à la cupidité d'une classe capitaliste qui possède tout et tire de plus en plus de profits de l'exploitation du travail et du détournement des fonds publics, avec l'aide des politiciens à sa solde. Au fond, le processus du Brexit promet de n'être rien de plus qu'une nouvelle occasion pour ces profiteurs de s'engraisser encore sur le dos des prolétaires.

Dans son livre blanc, May vante son action : « *Nous avons déjà agi rapidement pour régler la question des subventions à l'agriculture et des aides à la compétitivité.* » Cela signifie en clair que, même après le Brexit, les capitalistes et les grands propriétaires fonciers vont continuer à percevoir le pactole qu'ils touchaient auparavant de l'UE. Ainsi, un « pauvre » comme le duc de Westminster continuera à recevoir près de 500 000 euros par an de subvention, sans parler de la « pauvre » reine, qui continuera pour sa part à toucher ses 900 000 euros. Sauf que cet argent sera maintenant payé par le Trésor public, et que ces versements se traduiront par une diminution supplémentaire des dépenses publiques dans d'autres domaines, tout ça pour que les riches s'enrichissent plus encore !

Mais le livre blanc annonce des perspectives plus inquiétantes encore, en soulignant que « *les règles de l'emploi doivent changer afin d'accompagner la croissance récente de l'autoentrepreneuriat, la fin de l'emploi à vie, la multiplication des contrats courts et l'émergence de nouveaux modèles d'entreprise* ». Autrement dit, pour les politiciens partisans du Brexit, les emplois sous-payés et précaires doivent devenir la nouvelle norme, pour la bonne santé des affaires. Non, la classe ouvrière n'a rien à attendre du Brexit, ni de ce système d'exploitation féroce basé sur une course de plus en plus folle au profit. Elle n'a aucun intérêt à se laisser enfermer dans de nouvelles frontières, mais tout à gagner au renversement du système de ses exploitateurs.

#### CE QUE MAY PRÉFÉRERAIT CACHER

Au cours de la campagne ré-

férendaire, l'un des principaux arguments des partisans du Brexit avait été leur volonté de libérer le Parlement du prétendu carcan de Bruxelles et de rétablir sa souveraineté. Or, depuis, May a montré que, s'agissant du processus du Brexit, elle n'était guère disposée à lui permettre d'exercer cette fameuse souveraineté. Il a fallu pas moins de quatre mois de procédure judiciaire pour que, finalement, la Cour suprême rappelle à l'ordre May en lui imposant de demander l'approbation du Parlement avant de déclencher les négociations sur le Brexit. En soi, bien sûr, la décision de la Cour suprême ne pouvait pas changer grand-chose. Depuis que Corbyn avait annoncé que son parti ne mettrait aucun obstacle au processus du Brexit, le vote des députés était connu d'avance. En fait, seuls 114 députés [sur 650] ont voté contre le déclenchement de l'article 50 du traité de Lisbonne [qui permet à un pays de se retirer de l'UE].

May n'est pas pour autant au bout de ses peines. Fin février, le projet de loi sur le Brexit sera débattu à la Chambre des lords, où ni le Parti conservateur ni le camp du Brexit n'ont la majorité. Et May risque de devoir faire quelques concessions en échange du soutien des lords, par exemple être plus transparente sur la marche et le contenu des négociations. Or c'est exactement ce qu'elle espérait éviter. Car ce qu'elle craint le plus, c'est de se retrouver prise dans les tirs croisés des factions belligérantes de son parti, tout en s'exposant aux critiques des partis d'opposition. Surtout, elle veut cacher au public, et à la classe ouvrière en particulier, que dans ces négociations les seuls intérêts qu'elle entend défendre sont ceux du capital britannique.

**POUR RENFLOUER  
LES PATRONS, MAY  
ET LES EXPERTS  
ONT LEURS PLANS B**

En janvier, devant un parterre de diplomates de l'UE, May a déclaré que, si la Grande-Bretagne ne pouvait pas quitter le marché unique tout en continuant à bénéficier du libre accès à ce marché, elle déclencherait son plan B. Mais quel est donc ce plan B, censé terrifier l'UE? Pour reprendre ses propres termes, il s'agirait d'«adopter les taux d'imposition et de prendre les mesures les plus à même d'attirer les meilleures entreprises et les plus gros investisseurs». En d'autres termes, selon elle, ce que les patrons britanniques perdraient à cause du Brexit pourrait être largement regagné en faisant de la Grande-Bretagne une espèce de Singapour européen, à l'instar du rôle de paradis fiscal joué en Asie par ce micro-État, et en serrant la vis aux travailleurs. Mais c'est déjà ce que les gouvernements britanniques font depuis des décennies. Le gouvernement précédent ne prévoyait-il pas de réduire l'impôt sur les sociétés à 17% d'ici à 2020, le même taux qu'à Singapour? Quant à serrer la vis aux travailleurs au nom de la compétitivité, ce ne serait pas non plus une nouveauté: c'est ce que la cupidité des patrons exige depuis toujours. Le plan B de May consisterait en somme à aller encore plus loin dans cette voie. Afin de préserver les bénéfices et dividendes des capitalistes britanniques malgré le Brexit, la classe ouvrière serait invitée à payer la facture, à supposer qu'elle se laisse faire!

De leur côté, les experts pro-Brexit de Civitas, un groupe de réflexion dit indépendant lié à la droite du Parti conservateur, mijotent eux aussi leur propre plan B. Il s'agit d'organiser le sauvetage des entreprises dont les profits pourraient être af-

fectés par le Brexit. Ils ont donc publié un rapport suggérant au gouvernement d'offrir 11 milliards d'euros en subventions et aides à ces entreprises, dans l'hypothèse d'un accord post-Brexit insatisfaisant, qui laisserait le capital britannique sans autre protection que celle des règlements de l'OMC. D'où ce gouvernement, qui ne cesse de pleurer sur son déficit budgétaire, sortirait-il ces 11 milliards? Le rapport suggère que ces aides pourraient être financées par la mise en place de droits de douane sur les importations en provenance des 27 pays de l'UE. Une solution? Tout dépend pour qui. Car qui paierait la note de ces droits de douane, sinon la classe ouvrière, par le biais de la hausse des prix? Mais ce n'est bien sûr pas le problème de ces experts.

**LE MONDE DU TRAVAIL  
INVITÉ À PAYER LA NOTE**

Le Brexit risque d'être très douloureux pour les travailleurs, en particulier pour les centaines de milliers de salariés employés dans les services financiers. C'est ainsi que, selon le PDG de la Bourse de Londres, en l'absence d'une perspective claire pour les services financiers sur ce que sera l'après-Brexit et, surtout, au cas où le gouvernement ne parviendrait

pas à obtenir pour ces services le maintien de leur plein accès aux marchés européens, la City, le centre des affaires de Londres, pourrait perdre jusqu'à 230 000 emplois. Bien sûr, les grandes entreprises financières ne permettront pas au Brexit de faire obstacle à leurs profits. Elles migreront vers toute ville européenne qui voudra bien leur offrir un environnement qui leur convient. Et tant pis pour leurs salariés londoniens. Ce seront eux, entre autres, qui paieront pour le Brexit.

En réalité, la classe ouvrière paie déjà le prix du Brexit, avant même qu'il ne soit effectif, ne serait-ce que du fait de l'inflation croissante. En décembre, elle a atteint son niveau le plus élevé depuis deux ans, avec une augmentation de l'indice des prix à la consommation PCI (qui ne tient pas compte des dépenses afférentes au logement) atteignant 1,6%, contre 1,2% en novembre. L'augmentation du RPI (qui, lui, tient compte des dépenses de logement) a été encore plus élevée, à 2,5%. Et encore ces deux indices statistiques sous-estiment-ils les hausses réelles tant des prix de l'alimentation que de celui de l'essence. La baisse du niveau de la consommation apparaît déjà dans une baisse inattendue de 1,9% du volume des ventes de détail en décembre 2016, la plus



«Ennemis du peuple»: les manchettes haineuses de la presse xénophobe contre les juges qui ont rappelé Theresa May à l'ordre.

forte baisse enregistrée depuis avril 2012. Et encore ne s'agit-il pour l'instant que de l'impact de la baisse du cours de la monnaie britannique, qui se traduit par une augmentation du prix de tous les produits importés. On peut imaginer ce qui se produira si, en plus, de nouvelles barrières douanières viennent pousser ces prix encore plus haut. Face aux effets déjà sensibles du Brexit, face aux plans B du gouvernement et des patrons, c'est une contre-offensive ouvrière qui constituera le seul garde-fou.



Jeremy Corbyn, le leader travailliste.

### QUAND JEREMY CORBYN VOLE AU SECOURS DE MAY

Dans toute cette affaire, le moins que l'on puisse dire est que le leader travailliste Corbyn n'a rien à dire ni à proposer aux travailleurs. Après le référendum de juin dernier, il lui avait déjà fallu plusieurs mois pour clarifier sa position sur le Brexit. En novembre 2016, il avait fini par déclarer que le Parti travailliste « ne contesterait pas le référendum » et « n'appellerait pas à un second référendum ». Au lieu de cela, avait-il dit, son parti chercherait à influencer les négociations avec l'UE, afin que soient préservés les intérêts des travailleurs.

C'est que, selon Corbyn, le Parti travailliste ne peut ignorer la volonté du peuple. Peu importe que 62 % des électeurs inscrits n'aient pas voté pour le Brexit et que, de ce fait, le vote pour le Brexit ne soit guère



Manifestation contre le Brexit devant le Parlement britannique.

représentatif de la volonté du peuple. D'ailleurs, le Parti travailliste n'avait-il pas fait campagne pour le maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE? La volte-face de Corbyn, qui aurait soudain vu la lumière au sujet du Brexit, relève évidemment de l'électorisme le plus cru : en faisant le choix de se rallier au camp des vainqueurs, il es-

père éviter de s'aliéner ceux des électeurs travaillistes qui ont voté pour le Brexit. Mais que peut bien espérer Corbyn en affichant un tel manque de courage politique? Retourner sa veste n'est pas vraiment la meilleure façon de gagner le soutien de l'électorat populaire, et encore moins de mériter la confiance des travailleurs!





## Crimée, Donbass : une impasse sanglante

**Alors que la Crimée a été rattachée à la Russie en 2014, et que la guerre se poursuit depuis dans le Donbass, à l'est de l'Ukraine, le président américain Trump a été clair : «*La Russie [doit] contribuer à la désescalade du conflit en Ukraine et au retour de la Crimée dans le giron de cette dernière.*» Il en a même profité pour mettre en cause son prédécesseur avec un de ces tweets qu'il affectionne : «*La Crimée a été prise par la Russie lors du gouvernement d'Obama. Obama a-t-il été trop doux avec la Russie ?*»**

Ceux qui croyaient ou feignaient de croire qu'avec ce nouveau président américain la Maison-Blanche se montrerait mieux disposée à l'égard du Kremlin, en sont pour leurs frais. Notamment les dirigeants russes, qui ont semblé y croire un peu, eux qui ont, des mois durant, adressé leurs sourires, félicitations et même louanges à Trump. Mis devant le fait accompli, Moscou a finalement répliqué en accusant le gouvernement américain «*d'attenter à l'intégrité*» de l'État russe et en disant qu'il n'était pas question de rendre la Crimée, car «*elle fait partie de la Russie*».

Si cela a tout l'air d'un nouvel épisode de la joute qui oppose le Kremlin et la Maison-Blanche dans ce qui est redevenu la «*question ukrainienne*», depuis au moins trois ans avec la chute du président Ianoukovitch et son remplacement par un gouvernement pro-occidental en février 2014, un constat s'impose.

D'abord, et ce n'est pas une surprise, les grands États se moquent comme d'une guigne de ce que pensent et souhaitent les peuples. Ce que les gouver-

nements occidentaux appellent l'annexion de la Crimée s'est accompagné d'un référendum, le 16 mars 2014, même si l'on peut contester la façon dont s'est tenue cette consultation, voire la considérer comme une manipulation. Et la population y a massivement plébiscité son retour dans le cadre de la Russie, même si elle a d'abord voté pour des standards de vie comme en Russie. Et puis, la Crimée avait dépendu de la République socialiste soviétique fédérative de Russie jusqu'à ce qu'en 1954 Khrouchtchev la rattache administrativement – cela n'avait alors d'incidence que symbolique – à l'Ukraine, seule république soviétique ayant avec elle une continuité territoriale.

Quant aux deux républiques séparatistes de Donetsk et de Lougansk, dans le Donbass (l'est industrialisé et russophone de l'Ukraine), si elles ne sont pas formellement rattachées à la Russie, elles se sont constituées certes avec l'appui militaire et financier du Kremlin, mais également sur fond de référendums très largement favorables à la séparation d'avec l'Ukraine.

### UN TEST AVEC LA PEAU DES HABITANTS DU DONBASS

D'un côté comme de l'autre, qu'il s'agisse de la Russie et de ses relais locaux en Crimée et des chefs de ses bandes armées dans le Donbass, ou que l'on considère le gouvernement de Kiev, ses parrains américains et ouest-européens ainsi que ses forces guerroyant dans l'Est prorusse, essentiellement des paramilitaires ultranationalistes et des mercenaires, tous traitent les populations de la région comme de simples pions, sinon comme de la chair à canon.

On a pu le revérifier ces dernières semaines où, malgré une énième trêve proclamée dans le Donbass, les combats y ont repris, avec leur cortège habituel de destructions et de morts. On en est officiellement à plus de 10 000 morts, militaires et civils confondus, dans cette région densément peuplée, où de grandes villes – telles que, côté séparatiste, Donetsk, un million d'habitants, ou, côté ukrainien, Marioupol, près d'un demi-million – se trouvent



La Crimée et le Donbass.



ANDREW BUTKO

Manifestation pro-russe lors du rattachement de la Crimée à la Russie en mars 2014.

sur ou à proximité de la ligne de front. Sans oublier de plus petites villes industrielles des deux côtés, telles que Makeevka ou Avdeevka, dont les quartiers ouvriers et les usines sont systématiquement pilonnés par l'artillerie des uns et des autres. Parfois dans le seul but de faire pression sur les propriétaires en titre des entreprises visées. Et, en mars 2015, 35 mineurs avaient péri dans la mine Zasiadko, alors que l'artillerie ukrainienne avait dévasté son système d'aération et de filtration d'air, sans qu'on puisse exclure l'hypothèse que l'artillerie séparatiste ait également bombardé cette mine.

Le dernier regain de tension guerrière dans le Donbass, dont la population locale fait les frais, ne visait aucun but militaire identifié, mais répondait à un objectif bien précis : tester l'attitude de la nouvelle administration américaine. Alors, les forces présentes sur le terrain, ou qui s'agitent en coulisse, ont toutes fait monter les enchères, dans le but de savoir si l'arrivée de Trump pouvait changer la donne.

Des centaines de morts et des milliers d'obus plus tard, on a la réponse : comme partout où les intérêts fondamentaux de l'impérialisme américain sont en jeu, Trump, au pouvoir depuis le 20 janvier dernier, s'inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs, quoi que certains en disent.

On en a d'ailleurs un autre exemple récent avec l'envoi, ce mois dernier, sous couvert de l'Otan, de milliers de militaires et d'armements lourds américains dans des pays frontaliers de la Russie : Pologne, Roumanie, Pays baltes ex-soviétiques. En 1989, lors de la chute du mur de Berlin, Washington avait bien promis à celui qui était le président de l'Union soviétique, Gorbatchev, qu'en échange du retrait des troupes soviétiques de l'Europe de l'Est, jamais des

troupes et des bases de l'Otan ne s'y installeraient. Bientôt trente ans auront passé, durant lesquels l'URSS – dont l'existence avait servi de prétexte à la constitution de ce superpacte militaire qu'est l'Otan – a disparu, sans que l'Otan disparaisse. Bien au contraire, cet instrument de l'impérialisme américain et de son ordre mondial n'a cessé d'étendre son réseau de bases (plusieurs centaines dans le monde), notamment sur le pourtour de la Russie. Cela sans se priver d'accuser cette dernière d'être expansionniste et l'une des principales menaces pour la prétendue « paix dans le monde ».

### LA PAIX SUR LA TERRE DE CRIMÉE ?

Depuis presque trois ans que Kiev a perdu la Crimée et le Donbass, le gouvernement nationaliste ukrainien a amplement fait la preuve de son incapacité à récupérer ces territoires, malgré ses rodomontades réitérées sur l'unité nationale et malgré une aide financière, diplomatique et parfois militaire des grands États occidentaux.

Son armée, ou ce qu'il en reste une fois déduites les désertions massives de conscrits, ne fait pas le poids. La seule aviation russe basée en Crimée est bien supérieure en nombre et en armement à toute l'armée de l'air ukrainienne. Et même quand l'armée ukrainienne dispose d'équipements modernes, que lui livrent le Canada ou les États-Unis, elle manque de spécialistes pour les faire marcher. Et puis, ces équipements ou l'argent pour se les procurer disparaissent souvent avant d'arriver sur le terrain. En cause, la corruption endémique qui ravage l'appareil étatique ukrainien, et au premier chef l'appareil militaire puisque – conflit oblige – il est le destinataire d'une bonne part des ressources publiques

et des dons occidentaux.

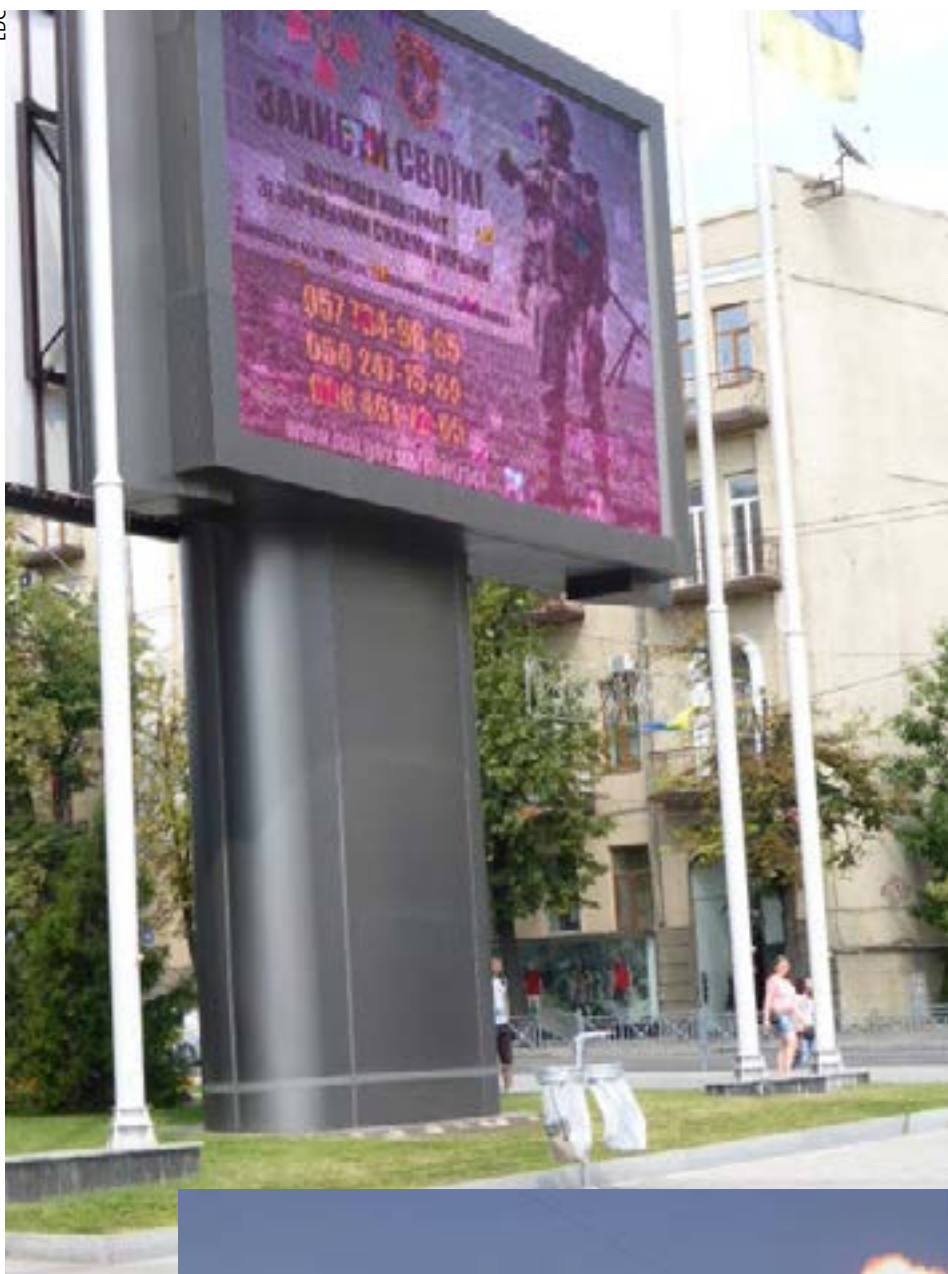
Nombre de conscrits n'ont nulle envie d'aller se faire tuer pour des intérêts qu'ils savent ne pas être les leurs. Mais une partie du corps des officiers et plus encore les détachements privés de paramilitaires d'extrême droite, des ultranationalistes posant au va-t-en guerre, ne se pressent pas non plus d'aller combattre les séparatistes. Ils préfèrent rester au chaud à Kiev, à proximité du pouvoir central, pour faire pression sur lui au gré des intérêts des oligarques aventuriers qui, finançant et équipant ces mêmes groupes, en ont fait de petites armées privées.

D'ailleurs, à l'instar du président-oligarque ukrainien Porochenko, le pouvoir central lui-même, par-delà ses divisions incessantes, les rivalités des clans politico-mafieux autour des postes et des budgets, et les surenchères nationalistes de rigueur de chaque clan sur les autres, n'a pas forcément envie de voir revenir dans le cadre de l'État ukrainien les trois provinces sécessionnistes.

D'abord, parce que cela ne pourrait pas se faire sans un embrasement général où les Porochenko et autres savent ce qu'ils auraient à perdre, sans voir forcément ce qu'ils auraient à y gagner. Ensuite, arguer des nécessités de la lutte contre les pertes territoriales et contre le néo-soviétisme dont Poutine ferait preuve est si utile que cela en devient indispensable à qui exerce le pouvoir. Cela constitue en effet une justification toute trouvée aux sacrifices exigés de la population, à la dégradation incessante de son niveau de vie, aux restrictions énergétiques, aux licenciements. Et bien sûr, aux turpitudes de gens du pouvoir, quand les responsables en sont des « patriotes », et donc à ce titre quasi intouchables.

Et puis, le pouvoir ukrainien déjà affaibli, sans le sou, inca-

LDC



Publicité géante à Kharkov pour le recrutement de l'armée ukrainienne : «Défendre les siens!»



DK

Dans le conflit du Donbass.

pable de se faire obéir d'une partie de son propre appareil, n'a nulle envie de récupérer plusieurs millions d'habitants de Crimée et du Donbass, avec leurs mini-appareils d'État, ouvertement hostiles à ceux qui gouvernent à Kiev. Cela ne ferait qu'aggraver une situation qu'ils ont déjà bien du mal à gérer. Cela pourrait même donner l'occasion et les moyens aux tenants du séparatisme prorusse de s'adresser, de l'intérieur du pays cette fois, à d'autres régions russophones, dont régulièrement la presse et des officiels kiéviens se demandent si elles ne vont pas faire sécession à leur tour.

En outre, un retour à l'Ukraine des régions perdues – prévu par les accords de Minsk entre la Russie et l'Ukraine sous le double patronage de la France et de l'Allemagne – serait catastrophique pour les finances de l'État. Sous peine de se retrouver avec une situation socialement explosive, Kiev devrait assurer aux habitants de ces régions, notamment aux fonctionnaires et aux très nombreux retraités, dont des officiers venus de toute l'ex-URSS terminer leurs jours sous le ciel clément de Crimée, des salaires et pensions bien supérieurs à ce qu'ils sont en Ukraine, car équivalant à ce qu'ils sont actuellement en Russie. Et, l'industrie ukrainienne se trouvant au point mort, il faudrait assurer un emploi aux travailleurs des nombreuses usines de Crimée et des mines et industries du Donbass, ce que l'économie ukrainienne serait bien en peine de permettre.

Sous un autre angle, celui des relations avec l'Europe et l'Amérique du Nord, les dirigeants ukrainiens ont également intérêt à ce que ce conflit dure. Même si leurs protecteurs européens s'en agacent publiquement, cela leur sert à obtenir d'eux un soutien diplomatique quasi obligé face à Moscou et, plus important encore, des faci-

lités financières sans lesquelles l'État ukrainien au bord de la faillite s'effondrerait.

### **POUTINE AUX PETITS SOINS POUR LES OLIGARQUES... UKRAINIENS**

Quant au Kremlin, il trouve également plus que son compte dans ce conflit et sa prolongation. Et d'abord sur un plan intérieur: l'argument de l'hostilité permanente de l'Occident sert aux dirigeants russes à exiger de la population qu'elle serre les rangs derrière eux.

Socialement, cela écarte d'eux le danger de voir la population mettre en cause le régime et son fonctionnement, alors que les écarts sont béants entre le train de vie des dirigeants et des riches, d'une part, et le niveau de vie des classes laborieuses, d'autre part. Après une baisse de 10% en 2015, ce dernier a encore perdu 9% en 2016, la Russie y ayant gagné un million de pauvres en plus l'an dernier, selon le ministère russe du Travail.

Ce conflit permet aussi à Poutine de se présenter en héraut de la grande Russie éternelle. Une posture censée disqualifier par avance tous ceux qui, au sein de la classe dirigeante et privilégiée – ministres, hauts fonctionnaires, dirigeants de grands groupes parapublics, bourgeois de toute taille, affairistes mafieux –, sont périodiquement tentés de chercher s'il ne pourrait pas y avoir une alternative à l'équipe Poutine, pourvu qu'elle soit aussi soucieuse du sort des nantis, mais moins autoritaire à leur égard.

En Crimée, le Kremlin s'est employé à conforter son pouvoir. Après des mois de flottements lors du rattachement de la péninsule à la Fédération de Russie, les fonctionnaires ont vu leurs salaires alignés à la hausse sur ceux pratiqués en Russie. Même chose pour les

pensions, notamment des militaires retraités.

Des entreprises ont profité des commandes de l'État russe, même si cela concerne surtout le secteur militaro-industriel: des usines d'aviation, des chantiers navals comme à Kertch. Ceux de Féodosia, après être d'abord tombés dans l'escarcelle d'un groupe naval de Saint-Petersbourg, ont trouvé un arrangement avec l'État russe. Quant à ceux de Sébastopol, ils ont été nationalisés. Ils appartenaient auparavant à Porochenko, l'actuel président ukrainien, dit le roi du chocolat, car il possède aussi le géant de la confiserie industrielle Roshen.

En l'espèce, cet individu fait figure d'exception: la plupart des autres oligarques ukrainiens ont gardé leurs avoirs et leur position avec la bénédiction du Kremlin. Ainsi, Dmitri Firtach, bien qu'il ait contribué au succès de l'opposition anti-Ianoukovitch à ses débuts en 2013, a conservé son usine d'engrais Krymski Titan près de Pérékop; Novinski, un affairiste russe menacé par la justice qui avait trouvé refuge en Ukraine avant le Maïdan, est devenu un oligarque ukrainien... prorusse qui possède une mine et deux usines à Balaklava. Quant au magnat ukrainien le plus riche du temps de Ianoukovitch, Akhmetov, le Kremlin lui a assuré la poursuite de ses très profitables affaires, tant en Crimée que dans le Donbass.

La nationalité ou la langue des uns ou des autres n'a bien sûr rien à voir dans l'affaire. En Crimée comme en Russie, Poutine soigne les siens: les magnats de la bureaucratie, comme l'ex-commandant en chef de la marine de guerre ukrainienne et propriétaire de la société de BTP Paragon, les bandits-capitaines d'industrie riches à milliards – des milliards volés aux travailleurs et à la population.

## CHÔMAGE, PRÉCARITÉ ET SALAIRES EN BERNE

La population travailleuse n'est bien sûr pas logée à la même enseigne. Si salaires et pensions du secteur public restent supérieurs à ce qu'ils étaient du temps de l'administration ukrainienne (deux mois après l'annexion ils ont doublé ou triplé), leur pouvoir d'achat recule.

En effet, avec la crise en Russie, le cours du rouble a chuté par rapport à celui du dollar ou de l'euro. Pour les industriels exportateurs, c'est une bonne chose : ils reçoivent des dollars pour ce qu'ils ont fait produire en roubles. À l'inverse, le niveau de vie des travailleurs a reculé, avec des salaires qui tournent autour de 8000 à 9000 roubles mensuels (150 euros au mieux) dans l'industrie, voire 17000 roubles (280 euros) sur les chantiers navals. Un enseignant, lui, touche moins de 10000 roubles (160 euros). Alors, avec le kilo de bœuf à 1000 roubles (16 euros), combien de familles ouvrières ou populaires peuvent manger de la viande même une fois par semaine ?

Pour la plupart des retraités, c'est exclu. Certes, les plus âgés avaient encore droit, comme citoyens ukrainiens, aux dispositions du Code du travail soviétique, non abrogé et plus protecteur que le Code russe actuel en matière d'âge de départ et de montant de pension. Mais ceux qui ont récemment pris leur retraite n'ont droit qu'à des pensions aux conditions russes, plus défavorables. Et ils ont bien du mal à les compléter par un emploi, car le chômage est reparti à la hausse.

Car, même si le pouvoir russe ne s'en vante pas, il y a des licenciements. À cause des sanctions occidentales, mais aussi du quasi-blocus imposé par l'Ukraine à la Crimée : la rupture des liens ferroviaires avec le continent et

l'extrême complication des liaisons automobiles font que bien des entreprises ont de grosses difficultés pour exporter ou importer ce qui leur est nécessaire. Confinés à la presqu'île, les trains n'ont plus qu'un trafic réduit, et le RZhD (l'équivalent russe de la SNCF) invoque cette diminution pour licencier. Quant au secteur touristique, très important pour ce qui était la Côte d'Azur de l'ex-URSS, il se trouve en panne pour les mêmes raisons et, là aussi, de nombreux emplois, d'ailleurs le plus souvent précaires, ont disparu.

Certes, il y a ici ou là des grèves. En 2014, certaines ont éclaté dans de grandes usines, en réaction à la décision des employeurs de réduire les salaires en invoquant la nouvelle situation ou contre le non-versement des salaires dans les transports urbains de Simferopol, qui ont mené plusieurs autres grèves ces dernières années.

Mais, globalement, la population semble considérer que l'absorption de la Crimée par la Russie a été, sinon un bien, en tout cas un moindre mal, vu l'évolution d'un pouvoir ukrainien à la dérive et aux mains des ultranationalistes antirusse. Mais elle a aussi bien des raisons de laisser percer sa désillusion.

L'administration russe, avec ses oligarques locaux recyclés mais tenant toujours le haut du panier, n'est pas moins rapace que celle qui l'a précédée. Le pouvoir d'achat, un temps dopé, régresse ; le chômage progresse et la précarité s'étend. Et Poutine a beau multiplier les coups de menton, l'avenir est rien moins qu'assuré. Par exemple, parmi les jeunes, rempiler après le service militaire est souvent le seul moyen de trouver un emploi. Et quel emploi avec la menace d'une guerre ouverte qui semble se rapprocher !

Alors, le Kremlin et ses relais locaux ont pu, au lendemain des déclarations de Trump, organi-

ser à Sébastopol un meeting de soutien aux républiques séparatistes du Donbass : il y avait un demi-millier de présents, essentiellement des membres de la petite bourgeoisie patriotarde. Cela peut sembler beaucoup, étant donné le désintérêt de la population pour tout ce qui s'apparente à des opérations politiciennes. Mais c'est bien peu, pour un si grand port qui, durant les 23 années qui avaient suivi la fin de l'URSS, n'avait cessé d'afficher sa fidélité au Kremlin et qui, il y a trois ans, se trouvait à la pointe de la ferveur prorusse.

Le plus dramatique de toute l'affaire, même si bien peu en parlent, c'est qu'il n'y a aucune issue possible à ce conflit dans le cadre actuel. Ni du côté de Moscou ni de celui de Kiev : la situation de la Crimée, du Donbass (voire d'autres régions de l'ex-URSS comme le Haut-Karabakh, que se disputent les armes à la main l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis bientôt trente ans et où les tensions s'aggravent), souligne quel drame a été l'éclatement de l'URSS, fin 1991.

Cela l'a été et le reste pour celles et ceux qui en étaient les citoyens, éclatés qu'ils sont maintenant, eux, leurs familles, leurs voisins, entre des États n'ayant souvent pas les moyens de subsister de façon isolée, car leurs économies avaient été conçues de façon complémentaire et fonctionnaient de façon intégrée au sein d'un vaste ensemble, l'URSS. De plus, ils se trouvent maintenant gouvernés par des régimes autoritaires, sinon dictatoriaux, protégeant des castes de bureaucrates rapaces, des voleurs à grande échelle qui ont pillé et mis à genoux l'économie, et qui ne se maintiennent au pouvoir que par l'oppression de leurs populations, auxquelles ils ne savent proposer d'autre espoir que de vivre sur le pied de guerre.

21 février 2017



## Syrie: la politique cynique et brutale de l'impérialisme

**Après la victoire à Alep-Est du régime de Bachar al-Assad, aidé par la Russie, un cessez-le-feu est entré en vigueur le 30 décembre dernier en Syrie. Des pourparlers de paix se sont tenus les 23 et 24 janvier à Astana, au Kazakhstan, parrainés par la Russie, l'Iran et la Turquie, sans plus de résultat que les précédents. L'ONU, et avec elle les États-Unis, avait prévu d'organiser une nouvelle réunion à Genève, le 8 février, qui a été finalement repoussée à la fin du mois.**

Parmi les milices opposées à Bachar al-Assad participant aux négociations d'Astana, se trouvaient des groupes dits rebelles, comme le groupe salafiste Jaich al-Islam (l'Armée de l'islam) qui, selon le chercheur Ziad Majed, est « une formation salafiste qui peut aller d'un extrémisme au regard du contrôle social, envers les femmes, jusqu'à un certain opportunisme utilitaire, notamment envers le régime, la bourgeoisie de Damas et l'Occident » (Le Figaro, 18 octobre 2016). C'est un dirigeant de Jaich al-Islam, Mohammad Allouche, qui était le chef de la délégation regroupant les opposants à Assad. Dans ces négociations, se côtoyaient donc essentiellement des représentants de bandes armées djihadistes d'un côté, et ceux du régime de l'autre. Les aspirations du peuple syrien, telles qu'elles se sont exprimées lors du « printemps arabe » de 2011, ne pouvaient pas y être représentées.

De plus, si les combats et les violences ont cessé à Alep-Est, la guerre, qui a déjà fait plus de 400 000 morts en cinq ans et provoqué le déplacement de 12 millions de réfugiés, dont 4 millions vers l'étranger, se

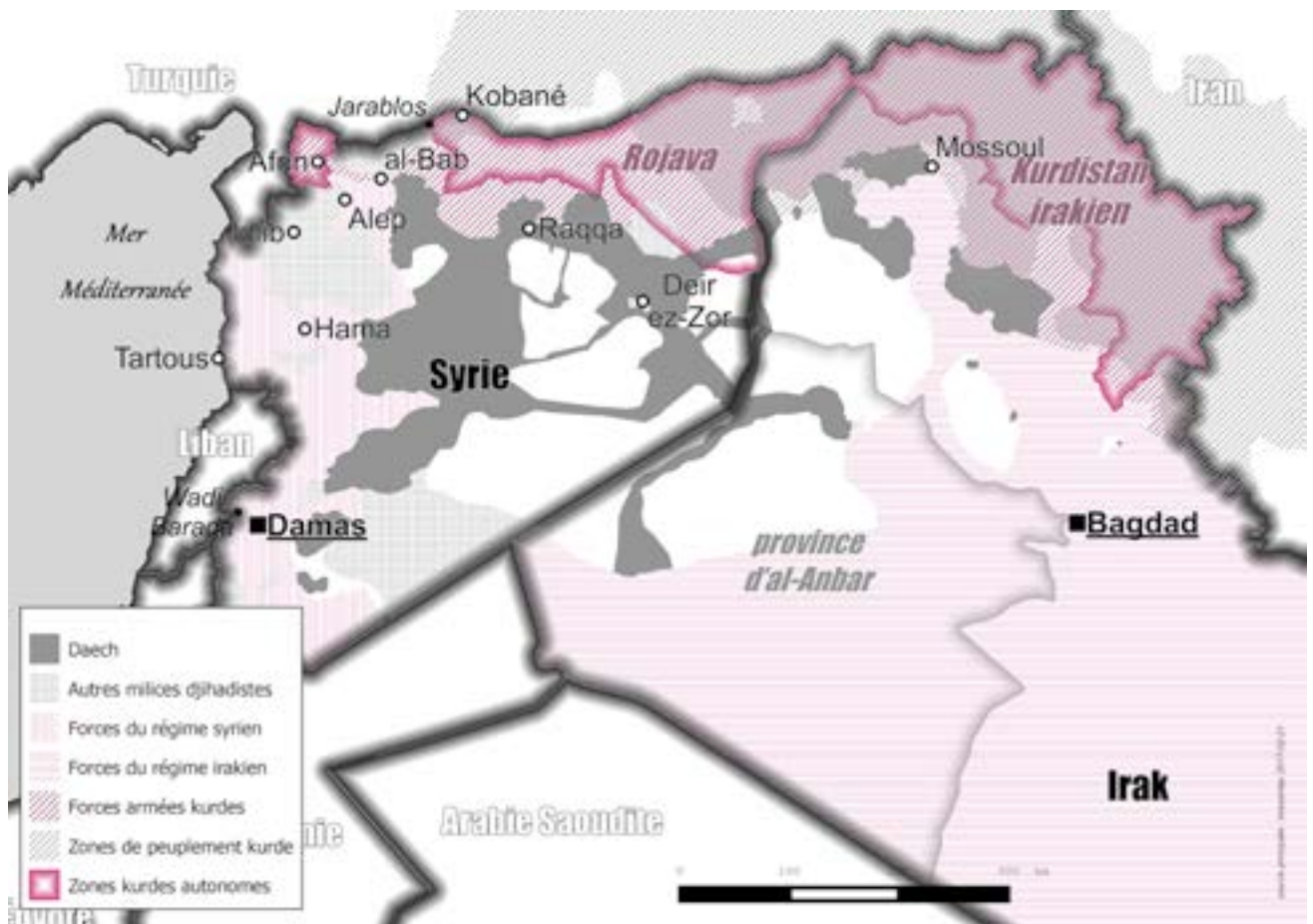
poursuit toujours dans plusieurs parties du territoire syrien. Les combats à Wadi Barada, à 15 kilomètres de Damas, entre d'un côté la milice du groupe Fatah al-Cham, nouveau nom d'al-Nosra depuis sa rupture avec al-Qaïda, et de l'autre les forces armées de Bachar al-Assad, se seraient finalement soldés par une victoire de ces dernières. Mais la bataille continue dans l'est du pays, à Deir ez-Zor et dans le Nord, à al-Bab, où les forces du régime syrien appuyées par des frappes russes, d'un côté, et l'armée turque, de l'autre, cherchent à encercler Daech. Dans la région d'Idlib, les combats font rage, opposant l'armée d'Assad et les milices rebelles qui, en parallèle, se font la guerre entre elles. Des raids aériens opérés par le régime contre la ville d'Idlib ont fait 30 morts le 7 février.

Le peuple syrien est toujours pris sous les feux croisés de la dictature, des milices djihadistes dont celles de Daech, et des bombardements des puissances impérialistes et de la Russie, venue au secours du régime syrien à l'automne 2015.

### LA RESPONSABILITÉ DE L'IMPÉRIALISME DANS LE CHAOS SYRIEN

Les États-Unis et les pays de la coalition internationale qu'ils ont constituée d'une part, et la Russie et les autres alliés du régime syrien, dont l'Iran, d'autre part, se renvoient la balle en accusant les autres d'être responsables de la situation. Mi-décembre, Obama dénonçait « l'assaut sauvage mené par le régime syrien et ses alliés russe et iranien sur la ville d'Alep ». Le régime syrien et la Russie sont effectivement en grande partie responsables de la violence des bombardements, qui ont littéralement rasé Alep-Est, atteint les hôpitaux, obligé la population à se terrer dans des caves. Mais, venant d'un dirigeant de l'impérialisme américain, une telle déclaration est surtout hypocrite et cynique.

Tous les dirigeants des pays impérialistes jouent les blanches colombes. Mais l'évolution qui a conduit au chaos en Irak, puis en Syrie, pour se répandre au Yémen, menaçant d'autres pays de la région comme la Jordanie ou le Liban, est le résultat d'une po-



**Obama et Poutine discutent en marge du sommet du G20 le 15 novembre 2015. Les États-Unis ont laissé le champ libre à la Russie pour intervenir en Syrie.**



litique qui n'hésite pas à s'appuyer sur les forces les plus réactionnaires, à diviser pour régner, jusqu'à déclencher des guerres. Depuis un siècle, le Moyen-Orient n'a jamais vraiment connu de situation stable. L'impérialisme américain et les puissances de second rang, dont la France, ont cherché constamment et par tous les moyens à imposer leur domination politique et la mainmise sur les richesses de cette région pour le compte de leurs capitalistes.

La guerre menée en 2003 par les États-Unis et la Grande-Bretagne contre l'Irak de Saddam Hussein eut des conséquences catastrophiques qu'ils n'avaient pas envisagées. Elle déstabilisa encore plus la région, libérant les forces les plus rétrogrades et ouvrant la voie au développement de milices de diverses obédiences, dont Daech. Lorsqu'en 2011 le « printemps arabe » atteignit la Syrie, avant de déboucher rapidement sur une guerre civile, l'Irak, à sa frontière, subissait déjà depuis plusieurs années la guerre entre milices religieuses ou ethniques.

### LES GRANDES MANŒUVRES DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN EN SYRIE DEPUIS 2011

En mars 2011, alors que le régime de Bachar al-Assad réprimait avec férocité les manifestations qui réclamaient son départ, Obama l'appela à se retirer « *dans l'intérêt du peuple syrien* » et condamna sa dictature. Mais, dans le passé, les dirigeants impérialistes n'avaient pas toujours condamné le régime des Assad, père puis fils. Il leur fut même souvent utile, comme en 1976 au Liban, où le régime syrien était intervenu pour empêcher une victoire des milices de la

gauche et des Palestiniens sur celles de l'extrême droite phalangiste. De même lors de la guerre du Golfe, en 1991, Hafez al-Assad, le père du président syrien actuel, s'engagea aux côtés des États-Unis contre l'Irak de Saddam Hussein.

L'attitude de la France, l'ancienne puissance mandataire (1920-1941), oscilla elle aussi entre des périodes de rapprochement et d'autres de froid diplomatique qui n'empêchaient pas la collaboration avec le régime syrien. Le président français Jacques Chirac fut le seul dirigeant occidental à se déplacer aux funérailles d'Hafez al-Assad (1930-2000). Même dans les moments de froid, les affaires continuèrent. Ainsi en 2005, alors que Chirac déclarait vouloir « *faire rendre gorge* » à Bachar al-Assad, le rendant responsable de l'assassinat de son autre ami le dirigeant libanais Rafic Hariri, la France lui livrait, dans le plus grand secret, deux hélicoptères militaires et fournissait à son entourage un système de communications sécurisées grâce aux services d'Alcatel<sup>1</sup>. En juillet 2008, Sarkozy invita Bachar al-Assad à Paris au défilé du 14 juillet, déclarant entamer « *de nouvelles relations. Pas pour quelques jours, pas pour quelques semaines : des relations structurelles stratégiques.* »

Si ce régime posait un problème à l'impérialisme, cela ne tenait certainement pas à son caractère dictatorial, mais à l'indépendance relative que la dictature syrienne pouvait afficher à son égard, grâce aux liens économiques et diplomatiques établis dès les années 1950 avec l'URSS.

Lors de l'éclatement du « printemps arabe » de 2011, les États-Unis auraient certainement souhaité que la contestation à Bachar al-Assad aboutisse à son remplacement au profit d'un pouvoir politique plus coopérant. Mais, en Syrie, l'impérialisme n'avait pas de liens anciens avec la hiérarchie militaire lui permettant de s'appuyer sur elle, comme il l'avait fait en Tunisie ou en Égypte. Il ne pouvait compter sur aucune force capable de gérer une transition vers un nouveau régime stable et allié des puissances occidentales. Le Conseil national syrien (CNS), formé par la Turquie avec l'accord d'Obama, en 2011, ne rassembla que des opposants restés en exil, sans réel poids dans le pays. De plus, l'exemple de l'Irak était là pour rappeler aux États-Unis les risques potentiels d'un remplacement du régime, celui de Saddam Hussein n'ayant jamais pu être remplacé par un pouvoir stable. La prudence s'imposait donc, et les dirigeants américains et occidentaux furent d'abord surtout des observateurs, cherchant à prévoir la tournure que prendraient les événements.

Le régime ne s'écroulait pas. Les manifestations qui se poursuivaient furent violemment réprimées. Bachar al-Assad put s'appuyer sur son armée, qui lui restait majoritairement fidèle, et tint bon. Cependant la Turquie et l'Arabie saoudite virent dans le conflit la possibilité d'abattre un régime rival. Les gouvernements de ces États encouragèrent les groupes qui auraient pu constituer une alternative aux yeux des dirigeants occidentaux.

Début février 2012, le régime syrien usa d'artillerie lourde et de blindés contre des quartiers révoltés. Le printemps syrien se transforma en une véritable guerre entre bandes armées, celles du régime et celles des différentes milices qui se constituèrent. Les groupes d'opposants qui formèrent l'Armée syrienne libre (ASL) consti-

tuèrent.

<sup>1</sup> Christian Chesnot, Georges Malbrunot, *Les chemins de Damas. Le dossier noir de la relation franco-syrienne*, Robert Laffont, 2014.

tuait un ensemble disparate, dans lequel beaucoup étaient issus des Frères musulmans, certes moins virulents que bien des groupes djihadistes mais tout aussi réactionnaires. Mais elle n'eut jamais d'existence réelle. Les groupes djihadistes, suffisamment organisés pour coordonner leurs opérations sur le territoire, et bien mieux armés grâce au soutien des puissances régionales, dominèrent l'opposition armée à Assad.

Pour l'impérialisme américain, il n'était pas question d'intervenir directement, alors que son armée venait à peine de se retirer d'Irak, en décembre 2011, laissant un pays déchiré par les divisions qu'il avait contribué à créer. Aussi une politique prit progressivement corps, consistant à soutenir des milices opposantes à Assad suffisamment pour affaiblir celui-ci, mais pas suffisamment pour leur permettre de l'emporter, afin d'éviter l'autre écueil qu'aurait été l'établissement d'un régime islamiste radical à Damas. Les dirigeants américains laissèrent ainsi les monarchies du Golfe, Arabie saoudite et Qatar, ennemies de longue date du régime syrien, aider financièrement et militairement le Front al-Nosra, qui proclamait encore à ce moment-là ses liens avec al-Qaïda. Ils eurent l'approbation des autres pays impérialistes, dont la France. Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères, déclarait ainsi en décembre 2012 : « *Al-Nosra fait du bon boulot.* »

Les milices djihadistes continuaient de se multiplier, formées de combattants syriens mais aussi d'autres venus d'Afghanistan, de Libye, d'Irak et d'autres pays musulmans, dont le projet politique était d'instaurer une république islamique. Dans cette myriade de milices intégristes islamistes, certaines gagnèrent en influence au fil de la guerre,



Le président américain salue le roi d'Arabie saoudite, Salman, à la suite de leur rencontre lors du sommet du G20 en Turquie, le 15 novembre 2015.

comme le Front al-Nosra, le groupe Jaish al-Islam ou encore Ahrar al-Sham.

En fait, la politique de l'impérialisme américain et de ses alliés occidentaux, dont la France, contribuait à développer le chaos, comme elle l'avait fait auparavant en Irak. De ce chaos naquit Daech, acronyme arabe de l'État islamique en Irak et au Levant. Si le berceau de cette organisation était irakien, c'est en Syrie qu'elle conquiert ses premiers territoires. Les villes de Raqqa et Deir ez-Zor passèrent sous son contrôle dès décembre 2013.

Après s'être renforcées en Syrie à la faveur de la guerre civile, les milices de Daech purent investir de nouveau l'Irak en janvier 2014, et occuper la région d'al-Anbar, frontalière de la Syrie. Son chef, Abou Bakr al-Baghdadi, proclama en juin 2014 l'État islamique, un califat ayant vocation de contrôler au moins la Syrie et l'Irak. Puis ses milices lancèrent une offensive rapide en direction des grandes villes irakiennes, déstabilisant le pouvoir irakien. Elles prirent sans difficulté Mossoul, la seconde ville de l'Irak, semant la terreur sur leur passage. L'incendie allumé par la politique de l'impérialisme en

Irak, après s'être propagé vers la Syrie, revenait ainsi embrasser l'Irak par une sorte d'effet boomerang, en menaçant les autres pays de la région.

Après avoir causé l'instabilité en Irak par leurs interventions de 2003, après avoir entretenu l'instabilité en Syrie par l'intermédiaire de leurs alliés, les États-Unis se retrouvaient face à un redoutable retour de bâton de leur politique. L'État islamique (EI) proclamé par al-Baghdadi était en effet incontrôlable. Non seulement il instaurait une dictature barbare sur les populations – ce qui en soi ne posait pas de problème à l'impérialisme – mais il multipliait les provocations à l'égard de l'Occident, comme les décapitations spectaculaires ou les appels à la guerre sainte visant à se rallier l'ensemble des groupes djihadistes opérant au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie ou même au sein des pays occidentaux.

La progression rapide de Daech en Irak et en Syrie signifiait pour l'impérialisme le risque de voir éclater tout le Moyen-Orient et le système d'alliances sur lequel se basait son contrôle. Obama décida donc dès l'été 2014 de forcer les puissances régionales à se rassembler dans une coalition

internationale contre Daech. L'objectif, essentiellement politique, était d'imposer aux différentes puissances régionales de faire l'unité derrière les États-Unis et d'obtenir d'elles en particulier l'engagement de ne pas aider Daech.

La tâche se révéla difficile. Tout en participant officiellement à la coalition, la Turquie et l'Arabie saoudite continuèrent à agir comme elles l'entendaient. Le régime turc, en particulier, continua encore longtemps à aider les combattants de Daech, les accueillant sur son sol et leur permettant de passer la frontière avec la Syrie.

### L'INTERVENTION DE LA RUSSIE TIRE D'AFFAIRE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

La situation continuait à échapper à l'impérialisme, le seul effet de la coalition étant des bombardements aériens qui, s'ils étaient une nouvelle catastrophe pour les populations, ne permettraient pas de vaincre Daech. Les États-Unis ne voulaient pas envisager d'envoyer des troupes au sol. Échaudés par l'expérience de leurs interventions en Afghanistan et en Irak, ils ne voulaient pas risquer de s'enliser dans un nouveau conflit. En Syrie, aucun règlement politique ne semblait possible sans Assad. Le régime syrien se révélait décidément plus solide que prévu, et aucune force capable de représenter une alternative politique fiable n'émergeait.

L'intervention de la Russie à l'automne 2015 vint en quelque sorte tirer d'affaire les dirigeants impérialistes. La Russie, qui avait dès le début du conflit montré son soutien à Assad, en particulier en mettant son veto à toute intervention de l'ONU, ne faisait pas mystère de ses intentions. Durant le printemps 2015, l'armée russe avait en-

trepris des manœuvres militaires visibles. De plus, au cours de l'été, Poutine avait multiplié les contacts diplomatiques avec les États-Unis et l'Arabie saoudite. Et finalement, le 30 septembre 2015, il lança une campagne massive de raids aériens, qui ciblaient Daech mais aussi surtout les autres groupes hostiles au régime de Bachar al-Assad.

La Russie intervenait pour de multiples raisons, et d'abord la volonté de garder avec la Syrie des liens économiques et politiques datant du temps de l'URSS. À partir de 2003, Poutine avait cherché à augmenter les échanges commerciaux entre les deux pays. En 2008, des contrats avaient été signés avec les Syriens dans divers domaines. En Syrie, la Russie tenait à garder sa base navale de Tartous, la seule dont elle dispose dans la région, devenue base navale soviétique dans les années 1970, sous le gouvernement d'Hafez al-Assad. Mais il y avait également une raison politique : la crainte de la propagation du

chaos à la Russie. Le journaliste russe Andreï Gratchev, ancien porte-parole de Mikhaïl Gorbatchev, expliquait ainsi la position russe : « *Il y a (...) une préoccupation justifiée au sujet d'un foyer de tensions qui comporterait des perspectives d'aggravation tout à fait imprévisibles à proximité des frontières russes. Mais aussi à l'intérieur de la Russie ou dans son voisinage le plus proche : le Caucase, la Tchétchénie, par exemple. (...) La crainte russe est celle de voir une sorte d'axe sunnite intégriste qui monterait vers les régions peuplées par des musulmans, pas seulement la Tchétchénie, mais aussi le Dagestan, par exemple.* » De nombreux djihadistes tchétchènes, qui combattent la Russie depuis des années, sont par ailleurs présents dans les milices intégristes syriennes, celles de Daech et d'al-Nosra.

Les États-Unis jouèrent la comédie de l'indignation devant les crimes de Bachar al-Assad, accusant la Russie d'en être complice. Mais en réalité ils préféraient laisser à celle-ci le



Un blindé russe dans Alep bombardé, le 3 janvier 2017.

soin de tenter de rétablir l'autorité du régime syrien.

L'impérialisme américain a défini ainsi sa politique en Syrie, au fil des années, au fur et à mesure des changements dans les rapports de force, saisissant ce qu'il pensait être des opportunités et jouant ses alliés les uns contre les autres, manœuvrant en s'appuyant sur certaines forces jusqu'au moment où elles se retournaient contre lui. Un général américain en poste en Irak avait déclaré en 2007 au *Wall Street Journal*, à propos de la politique américaine de soutien aux milices : « *Nous chevauchons un tigre. Il nous mènera peut-être où nous voulons aller.* » L'impérialisme américain chevauche plusieurs tigres en Syrie. Quant à savoir si ceux-ci le mèneront où il veut aller, en admettant qu'il le sache lui-même, l'avenir le dira.

### SYRIE ET IRAK, UN TERRAIN D'AFFRONTEMENT POUR LES PUISSANCES RÉGIONALES

La guerre en Syrie a en effet pris la dimension d'un conflit régional, à la suite de l'Irak. Toutes les puissances régionales y interviennent d'une manière ou d'une autre, en particulier au travers des milices qu'elles soutiennent. Toutes poussent leurs pions et s'affrontent.

La Turquie, pays frontalier de la Syrie, si elle est hostile au régime d'Assad, n'en a pas moins eu une attitude changeante. Après s'être dit ami d'Assad jusqu'en 2011, le président turc Erdogan l'a combattu en soutenant les groupes armés les plus radicaux comme Fatah al-Cham ou Ahrar al-Cham. Il a aidé les combattants de Daech en les laissant s'entraîner sur son sol et s'infiltrer en Syrie par

la frontière séparant les deux pays, tout en s'engageant dans la coalition occidentale. Mécontent de subir des pressions des États-Unis, Erdogan s'est rapproché depuis peu de la Russie, et donc du régime d'Assad. La priorité du pouvoir turc est la lutte contre les Kurdes du PYD syrien, qui ont réussi à la faveur de la guerre civile à constituer un territoire autonome le long de la frontière turque. L'armée turque est ainsi intervenue en août dernier à Jarablos, l'un des derniers points de passage de Daech entre la Syrie et la Turquie. Jarablos se trouve dans une zone tenue par Daech, prise en tenaille entre deux régions kurdes. La Turquie veut empêcher la jonction de ces deux territoires, qui aboutirait à unifier la région kurde de Syrie tenue par le PYD, le Rojava pour les Kurdes.

Les États-Unis se sont ap-



LEFTERS-PITAKI/SAP

Des réfugiés syriens attendant à la frontière turque, à Akcakale, le 15 juin 2015.

puyés sur les Kurdes de Syrie, qui constituent une partie importante des troupes combattant Daech, les armant même directement. De leur côté, ces mêmes Kurdes de Syrie ont des raisons de se méfier de l'allié américain. Ainsi, celui-ci n'a pas appuyé leur demande de participation aux négociations de Genève en février 2016, pas plus qu'à celles organisées à Astana, cédant en cela aux exigences de la Turquie. En contrepartie de leur participation à la libération de Raqqa, la capitale de Daech, les Kurdes syriens demandent à être présents à la table des négociations et des garanties sur l'autonomie du Rojava.

Les États du Golfe, et en particulier l'Arabie saoudite, hostiles au régime d'Assad, ont fourni aux milices de Daech, entre autres, de l'argent et des armes. L'Arabie saoudite lutte prioritairement contre l'influence croissante de l'Iran dans la région, bien plus que contre Daech. Au Yémen, autre pays en proie à la guerre, l'aviation saoudienne continue de bombarder depuis des mois des milices qui sont liées à la minorité chiite saoudienne, tant du point de vue ethnique que religieux. L'Arabie saoudite accuse l'Iran de soutenir la rébellion au Yémen, et n'approuve pas l'accord intervenu entre les USA et l'Iran, avec qui elle est en concurrence.

À la question « *Les Saoudiens sont-ils vos amis ?* », Obama a répondu dans la revue *The Atlantic*, en avril 2016 : « *C'est compliqué.* » C'est compliqué en effet, car les États-Unis ont besoin de l'Iran pour stabiliser l'Irak, d'où leur volonté de mettre de côté les vieilles querelles et de montrer leurs bonnes dispositions en signant l'accord sur le nucléaire de 2015 et en levant une partie des sanctions contre Téhéran. L'Iran, qui soutient le régime d'Assad, avance aussi ses pions en Syrie au travers du

Hezbollah libanais, mais il intervient surtout en Irak au travers de ses milices et des unités des Gardiens de la révolution, les troupes d'élite iraniennes. Les États-Unis voudraient cependant éviter de mécontenter l'Arabie saoudite, leur alliée depuis toujours, et continuent de soutenir les bombardements saoudiens au Yémen.

Le conflit est présenté comme opposant les pays de l'axe chiite, dont l'Iran, à ceux de l'axe sunnite, Arabie saoudite, Qatar et Turquie. Mais ce qui oppose les puissances régionales n'est évidemment pas la doctrine religieuse. Derrière la dimension confessionnelle utilisée par les différents régimes pour s'assurer le soutien de leurs populations, il y a des conflits politiques, qui recouvrent aussi des conflits économiques. L'Iran, le Qatar, l'Arabie saoudite, l'Irak disposent d'importantes ressources énergétiques, et le territoire syrien occupe une position stratégique pour acheminer le gaz ou le pétrole des pays arabes ou de l'Iran vers l'Europe. Derrière la lutte pour la place de première puissance régionale, les classes dirigeantes de ces pays s'affrontent au travers de leurs États pour avoir la meilleure part du pillage opéré par l'impérialisme.

#### QUEL AVENIR POUR LA SYRIE ?

Six ans après le début du « printemps arabe », et plus d'un an après le début de l'intervention russe, la situation n'est toujours pas stabilisée. La Syrie est aujourd'hui morcelée en zones de pouvoir occupées par les troupes du régime ou celles des différentes milices qui tentent de se tailler des fiefs. Les médias annoncent régulièrement la victoire décisive sur Daech. Mais la lenteur de la reconquête de la grande ville du nord de l'Irak, Mossoul,

lancée depuis le mois d'octobre 2016, montre ce que valent ces annonces. De plus Daech, même vaincu à Mossoul, pourrait se renforcer ailleurs, en Syrie par exemple, ne serait-ce que du fait de la fuite des djihadistes vers Raqqa. L'impérialisme a allumé trop de feux et il ne parvient pas à stopper la propagation de l'incendie.

Trump, successeur d'Obama à la tête des États-Unis, promet des changements en politique internationale. Dans ce domaine comme dans d'autres, il promet en substance « qu'on va voir ce qu'on va voir ». Concernant la Syrie, Trump a répété qu'il voulait « *bombarder à crever* » l'EI et s'associer avec la Russie et le régime de Bachar al-Assad pour combattre le terrorisme, ce qui ne constitue pas une rupture avec la politique de son prédécesseur, loin s'en faut. Il s'est surtout servi de la guerre qui déchire la Syrie pour alimenter son discours violemment islamophobe. Au Yémen, Trump se montre également dans la continuité d'Obama en lançant des raids contre des milices qui y interviennent, comme celui du 29 janvier, qui a fait 60 morts.

Décidera-t-il de nouvelles interventions ? Les manœuvres et les interventions militaires de ses prédécesseurs à la tête de l'impérialisme américain, de Bush à Obama, ont créé au Moyen-Orient un véritable chaos. À n'en pas douter, d'autres interventions impérialistes ne feraient que l'aggraver encore. Il reste la certitude que Trump, pas plus que les précédents présidents, ne renoncera à une politique guidée par la nécessité de rester présent dans cette région qui regorge de pétrole et de gaz, pour que les multinationales puissent continuer à faire des affaires profitables quel que soit le prix à payer pour les populations de Syrie ou d'ailleurs.

Le 20 février 2017

## Bienheureuse insouciance du capitaliste

crise, chômage,  
adaptez la cool-attitude



## La « stagnation séculaire » ou l'âge sénile du capitalisme

**L'économie capitaliste est à bout de souffle. Même le FMI écrivait en avril 2016, dans l'introduction à son rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale, et après avoir encore une fois revu à la baisse les perspectives de croissance, que « l'économie mondiale risque de se retrouver au point mort et de plonger dans une stagnation séculaire généralisée ». La croissance du Produit intérieur brut (PIB) des pays riches a été estimée par le FMI en 2015 à 1,9 %, tandis que celle des autres pays du globe est annoncée à 4 %, avec une moyenne planétaire de 3,1 %. Depuis 2011, la courbe de croissance du PIB dans les pays capitalistes développés varie entre 0 et 2 %, tandis que celle des pays sous-développés (Chine, Inde, Brésil...) n'a pas arrêté de chuter, passant en moyenne de 8 % à 4 %.**

Aussi vague et ambiguë que puisse être la notion de PIB, élément de base de l'économie politique bourgeoise, son évolution est significative. Et l'un des scénarios envisagés par le FMI est que ces niveaux de croissance faibles deviennent la règle des années à venir, voire deviennent négatifs dans les pays riches. Mais, pour cette officine, ces difficultés sont conjoncturelles et une politique adaptée permettrait de sortir le capitalisme de ces difficultés.

Que le FMI ait des solutions à offrir à la bourgeoisie, rien de plus naturel, c'est sa raison d'être. Mais, derrière la stagnation séculaire pensée comme conjoncturelle ou structurelle, il y en a, en fait, une autre question : le capitalisme est-il capable de développer encore les forces productives ? La justification historique du capitalisme a été d'assurer un tel développement, de sortir l'humanité du Moyen Âge et de l'économie féodale. Mais, pour reprendre les

termes de Marx : « À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. » (*Critique de l'économie politique*, 1859)

Il n'est pas question ici de débattre de l'imminence de la révolution, mais d'en vérifier les conditions objectives. C'est pour cela que la capacité du capitalisme à développer toujours et encore les forces productives a régulièrement fait débat, notamment quand, dans les années suivant la Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme affichait de forts taux de croissance, inconnus jusque-là, alors qu'en 1938, à la veille de

cette même guerre, Trotsky ne pouvait que constater dans le *Programme de transition* que « les forces productives ont cessé de croître ». Mais cette question a fait débat aussi avant, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup> siècle, quand la capacité de croissance de l'économie capitaliste semblait infinie, fournissant à la bourgeoisie comme aux réformistes des arguments contre les révolutionnaires.

### LE CAPITALISME ET LE DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES

Marx, Rosa Luxemburg, Lénine ou Trotsky ont tous été intimement convaincus que le capitalisme n'offrait un cadre pour le développement des forces productives que pour une période historique. Chacun en leur temps, ils se sont opposés aux réformistes qui, comme Bernstein avant guerre, ou Kautsky après 1914, pen-

saient pouvoir aménager le capitalisme, ou pensaient que celui-ci pouvait trouver une solution dans l'hyper ou le supra-impérialisme. Ils se sont aussi opposés à cette génération de socialistes qui reprenaient la conception révisionniste selon laquelle il n'existe pas de limites objectives au développement du capitalisme et qui réduisaient la nécessité du socialisme à la simple indignation des masses populaires.

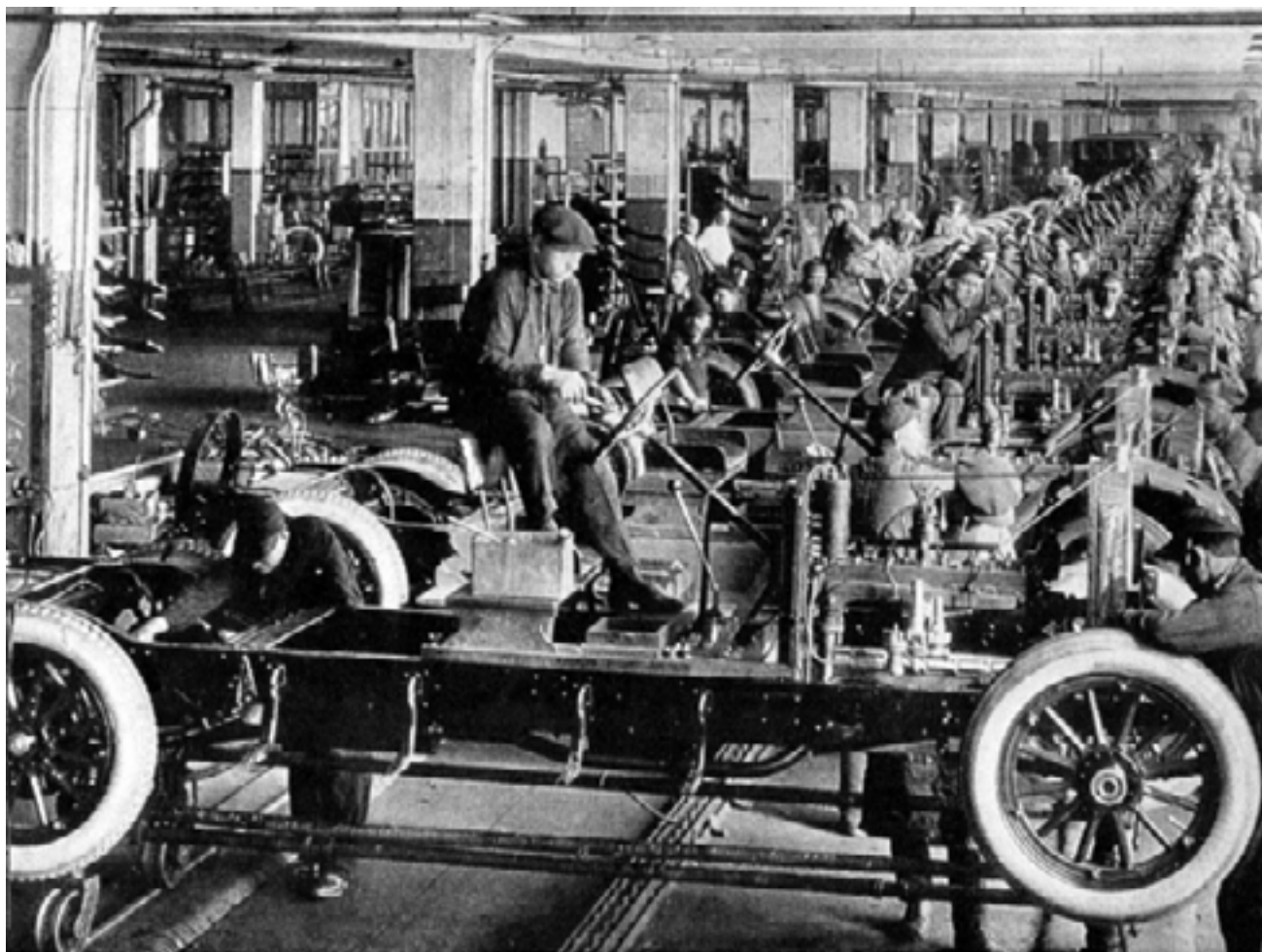
À l'époque où Marx écrit *Le Capital*, le capitalisme était dans sa période de fort développement. En Grande-Bretagne, en Allemagne, en France, la seule production industrielle croissait d'année en année d'environ 3%. Pour les thuriféraires du capitalisme, les arbres semblaient alors pouvoir monter jusqu'au ciel. Marx démontra cependant dans le *Capital* que la limite du capitalisme s'inscrit dans le processus même de l'accumulation capitaliste. Avec le développement du capitalisme, et sous le fouet de la concurrence, la classe ouvrière met en œuvre des moyens de production toujours plus importants, de valeur toujours plus grande, et produisant sur des échelles de plus en plus larges, avec pour conséquence la baisse tendancielle du taux de profit. Cette baisse qui est, pour citer Marx, « tout simplement une façon propre au mode de production capitaliste d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail ». La baisse du taux de profit « semble menacer dès lors le développement du procès de production capitaliste, elle favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la constitution de capital excédentaire à côté d'une population en excédent. (...) Ce qu'il y a d'important toutefois, dans l'horreur qui saisit [les économistes bourgeois] devant la baisse du taux de profit, c'est le sentiment que, dans le développement des forces productives, le mode de production capitaliste

*trouve une limite qui n'a rien à voir avec la production de richesse en soi; et cette limitation bien particulière témoigne du caractère limité et purement historique, transitoire, du système de production capitaliste. »* (Marx, *Le Capital*, Livre III, Chap. XV).

Cependant, la baisse du taux de profit n'est pas linéaire, mais tendancielle, résultat de contradictions qui sont aussi l'expression de la lutte des classes et du rapport de force entre capitalistes et ouvriers. Ainsi la baisse des salaires, l'intensification du travail, l'allongement du temps de travail peuvent faire remonter le taux de profit. De même, les crises sont les moments où le capital existant est déprécié, voire éliminé pour laisser le champ libre à la formation d'un capital neuf, sur la base d'un taux de profit restauré. Avec d'inévitables détours, la baisse du taux de profit et l'accumulation du capital ont conduit inexorablement à la concentration, « qui n'est que le corollaire de l'accumulation », au crédit, qui « se transforme en un immense machinisme destiné à centraliser les capitaux » et aux monopoles: « À mesure que diminue le nombre des potentats du capital, (...) s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés. » (Livre I, Chap. XXXII)

45 ans plus tard, à la veille de la Première Guerre mondiale, le visage de l'économie capitaliste avait largement changé. Après une dépression qui dura près d'une vingtaine d'années, entre 1873 et 1896, les industriels et les financiers du Royaume-Uni, de France, d'Allemagne et des États-Unis s'étaient partagé la planète, les marchés, les colonies. C'est à cette époque, en 1913, que Rosa Luxemburg développa, dans son ouvrage *L'accumulation du capital*, sa vision des limites du développement capitaliste. Dans *Le Capital*, Marx a décrit le processus d'accumulation du capital au travers de ce qu'il appela la reproduction élargie. Dans ce schéma, une fraction de la plus-value produite lors d'un cycle de production n'est pas consommée par la classe capitaliste mais dépensée en capital additionnel, investie pour le cycle suivant. Il démontra que, sous certaines conditions, cette accumulation pouvait être illimitée, conduisant à un développement non moins illimité des forces productives. Mais il s'agissait pour Marx de conditions tellement complexes et précises qu'elles ne peuvent se trouver réunies qu'au travers de crises et de krachs, cela d'autant plus que tout passe par le truchement du marché, a posteriori.

Pour Rosa Luxemburg, ce schéma était incomplet, notamment sur la manière dont les capitalistes réalisent la plus-value, c'est-à-dire transforment les marchandises en argent. Pour Marx, cette opération peut se réaliser par les échanges entre les différents acteurs en présence. Rosa Luxemburg affirmait, elle, que quand la production nouvelle, et donc augmentée, arrive sur le marché, les acteurs en présence n'ont pas les moyens de l'acheter. La reproduction élargie conduisait donc inexorablement à un surplus de produits, qui ne pouvaient trouver preneur qu'à



DR

Usine d'assemblage automobile en 1929 aux États-Unis...



REUTERS/ADNAN ABIDI

... et aujourd'hui chez Honda en Inde.



l'extérieur, ce qui expliquait selon elle l'inévitabilité de l'impérialisme. En d'autres termes, elle tenta de démontrer que la reproduction élargie et l'accumulation du capital ne sont possibles dans le monde capitaliste qu'en présence d'une sphère non capitaliste (sociétés primitives, féodales, mondes paysans isolés) vers laquelle les capitalistes exportent le surplus de marchandises pour réaliser la plus-value qu'elles contiennent et récupérer le capital additionnel nécessaire à l'accumulation. Une sphère non capitaliste en rétrécissement permanent, transformée, pillée, réduite en marché capitaliste par l'intervention violente du capital en son sein. Ainsi pour Rosa Luxemburg, « *l'accumulation (...) tend à établir enfin la domination absolue et générale de la production capitaliste dans tous les pays et dans toutes les branches de l'économie. Mais le capital s'engage ici dans une impasse. Le résultat final une fois atteint – en théorie au moins – l'accumulation devient impossible, la réalisation et la capitalisation de la plus-value deviennent des problèmes insolubles. (...) L'impossibilité de l'accumulation signifie, du point de vue capitaliste, l'impossibilité du développement ultérieur des forces de production et donc la nécessité objective de l'effondrement du capitalisme.* » L'effondrement du capitalisme serait donc lié au fait qu'il ait conquis toute la planète. Des phrases qui, alors que les capitalistes ont aujourd'hui imposé leurs capitaux dans le moindre recoin du globe et que la crise est devenue permanente, ne peuvent qu'attirer l'attention.

Lénine n'était cependant pas d'accord avec cette théorie. Non pour la conclusion, qu'il partageait, mais pour le raisonnement faisant appel à la sphère non capitaliste. Pour lui, le capitalisme n'a pas besoin en soi d'un marché extérieur pour écouler ses marchandises

et réaliser la plus-value. Ce n'est d'ailleurs pas avec Rosa Luxemburg qu'il polémiqua sur ce point en premier, mais avec les populistes russes, qui niaient à la fin du 19<sup>e</sup> siècle la possibilité du développement du capitalisme en Russie sans marché extérieur. Les populistes russes affirmaient en effet que, du fait de l'insuffisance du marché intérieur, résultat de l'appauvrissement des masses, le développement capitaliste en Russie était impossible sans marché extérieur servant de débouchés alternatifs à l'industrie naissante. Lénine affirmait que le développement du capitalisme ne dépend pas en fait de la consommation des masses, car l'essentiel de la production consiste en moyens de production, dont les acheteurs sont les capitalistes eux-mêmes. Lénine excluait donc de la réalisation de la plus-value la nécessité du marché extérieur, affirmant que ce marché n'est nécessaire qu'en raison des conditions historiques concrètes du développement de tel ou tel pays, de ce que la bourgeoisie nationale n'a pas construit par elle-même dans le cadre de ses frontières et qu'elle doit trouver ailleurs.

### LE CAPITALISME DES MONOPOLES

Pour Lénine, il fallait chercher le nécessaire effondrement du capitalisme ailleurs, dans les conséquences de l'accumulation. Il reprenait en fait le raisonnement de Marx sur les monopoles : « *Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son Capital, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une « loi de la nature ». La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'œuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production,*

*laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. (...) Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est définitivement substitué à l'ancien : c'est le début du 20<sup>e</sup> siècle.* » (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916).

Le capitalisme des monopoles n'a pas éliminé la concurrence. Il l'a simplement transférée à un niveau plus élevé, entre les multinationales et les États qui les protègent. Mais, au passage, les règles du jeu ne sont plus les mêmes. « *Ce n'est plus du tout l'ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s'ignoraient réciproquement et produisaient pour un marché inconnu. La concentration en arrive au point qu'il devient possible de faire un inventaire approximatif de toutes les sources de matières premières (...) d'un pays, (...) voire du monde entier. Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces sources sont accaparées par de puissants groupements monopolistes. On évalue approximativement la capacité d'absorption des marchés que ces groupements « se partagent » par contrat. (...) Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production.* » (ibid.)

De même, les crises n'ont pas disparu. Elles sont même pires, plus générales. Mais leurs effets ne sont pas les mêmes. En éliminant le vieux capital, les crises permettaient aux capitalistes survivants de concentrer le capital sur une base technique plus moderne, avec un taux de profit restauré. Les monopoles, de par leur puissance, leur assise, ont bien d'autres moyens de résister. La somme minimum de capital pour commencer la production est souvent tellement élevée qu'elle exclut tout nouvel entrant sur

nombre de marchés. Les monopoles sont du coup plus capables de traverser les crises sans mettre immédiatement au rancart leur vieux capital, mais en réduisant la voilure, en licenciant en attendant des jours meilleurs. Et ils s'appuient comme jamais sur leurs États respectifs. Au résultat, « *tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme, qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant* ». (ibid.)

Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut toute croissance. Tels pays ou telles branches se développent avec une force plus ou moins grande, mais ce développement devient plus inégal et la putréfaction gagne d'abord les pays les plus riches. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, après la crise de 1929, Trotsky mettait en évidence les mêmes tendances, plus poussées encore, à la stagnation et au pourrissement de l'économie. Il pouvait ainsi écrire, en 1938, dans le *Programme de Transition* que « *les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.* »

## DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE À LA CRISE PERMANENTE

Entre l'époque que Trotsky décrit en 1938 et le ralentissement général observé aujourd'hui, s'est écoulée une longue période qui démarre à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et qui a pu faire croire que le capitalisme était toujours porteur d'avenir. L'après-guerre fut en effet une période exceptionnelle dans l'histoire du capitalisme, caractérisée à

la fois par une forte demande liée à la reconstruction et par une très forte croissance de la productivité du travail permettant aux capitalistes de dégager toujours plus de plus-value, même avec des salaires en hausse, et très peu de chômage, ce qui élargissait leur marché et leur permettait d'élargir encore plus leur production. Cette croissance de la productivité était en fait la conséquence des ravages de la Deuxième Guerre mondiale et de l'intervention massive des États pour reconstruire des pays industriels comme l'Allemagne et le Japon et pour réorienter toute l'économie mondiale d'une économie de guerre vers le civil. Ce furent d'ailleurs les pays industriels les plus détruits par la guerre, l'Allemagne et le Japon, dont la productivité crût le plus après la guerre et où l'accumulation du capital fut la plus rapide, sur des bases plus modernes, plus efficaces.

La crise qui a éclaté au grand jour en 1974 vint clore logiquement cette période exceptionnelle. La crise fut d'abord une crise classique de surproduction, marquée par une chute franche du taux d'utilisation des capacités de production dès la fin des années 1960, manifestation de la saturation des marchés, une chute accompagnée d'une chute non moins franche du taux de profit. Mais, contrairement aux crises du 19<sup>e</sup> siècle, cette crise se déroula à l'heure de la domination des monopoles et du rôle accru des États, dont la réponse fut justement d'inonder d'argent les canaux financiers. Les États s'endettaient et firent marcher sans retenue la planche à billets. Là où une multitude de petites entreprises en concurrence les unes avec les autres auraient sombré, les monopoles, grâce au soutien des États, résistèrent. Sur le coup, le remède empêcha

l'économie de plonger dans une crise encore plus grave. Mais il ne résolvait rien. En empêchant la crise économique d'aller jusqu'au bout, l'intervention des États l'empêchait de jouer son rôle régulateur, celui de purger l'économie des entreprises les moins productives. Cela sauva les trusts, qui réduisirent la voilure, licencièrent, usèrent jusqu'à la corde les machines vétustes et continuèrent de vendre moins peut-être, mais plus cher. Certains furent sauvés par des nationalisations fort opportunes, et ce sont les États qui se chargèrent de les restructurer, avant de les privatiser quelques années plus tard.

Dès la fin des années 1970, les États entreprirent d'aider la bourgeoisie à restaurer le taux de profit des entreprises en menant une véritable guerre sociale contre la classe ouvrière. Tout fut fait pour rentabiliser la production sur le dos des travailleurs, en intensifiant leur exploitation. La part des salaires dans la valeur ajoutée chuta dans tous les pays riches d'une dizaine de points entre le début des années 1980 et le début des années 2000, ce qui, pour un pays comme la France par exemple, représente l'équivalent actuel d'un transfert annuel d'environ 200 milliards d'euros des travailleurs vers les capitalistes. En transformant des salariés en chômeurs, les capitalistes contribuèrent eux-mêmes à rétrécir leur marché et à démolir eux-mêmes leur propre économie. Ainsi, alors que le taux de profit était globalement rétabli à la fin des années 1980, le taux d'accumulation du capital, le taux d'investissement, restait au plus bas, bien inférieur à celui des années 1960<sup>1</sup>. Le fait que le taux de profit restauré se maintient à un fort niveau depuis manifeste en réalité que le processus

1 En Europe, selon les statistiques européennes AMECO, la formation de capital net, qui progressait de 7% par an dans les années 1960-1967, ne progressait plus que de 0% à 2% entre 1977 et 2007 et a même régressé (-2%) depuis.

d'accumulation a fortement ralenti : les monopoles, estimant les marchés incapables d'absorber avec profit une production supplémentaire, ont détourné vers d'autres sphères les bénéfices tirés de la production. C'est pour cela qu'on assista alors à l'envolée des Bourses et à la spéculation sur la dette des États. La financiarisation, qui débute dans les années 1980, est ainsi non pas une anomalie ou une erreur de déréglementation ou de dérégulation, mais bel et bien une nécessité pour les capitalistes de recycler d'une autre manière la plus-value extorquée aux travailleurs, une nécessité du capitalisme monopolistique.

## LE RALENTISSEMENT SÉCULAIRE

C'est pour cela que, au-delà des variations cycliques, des alternances de krachs et de reprises, la croissance mondiale accuse une tendance générale au ralentissement depuis les années 1960, caractéristique du capitalisme pourrissant. Selon les données mêmes de la Banque mondiale, le taux de croissance moyen du PIB entre 1961 et 1973 s'élevait à 5,4% (3,3% en PIB par habitant), 2,7% entre 1973 et 1983 (1% en PIB/habitant), et autour de 3% depuis (1,5% en PIB/habitant). Globalement, la croissance a été divisée par deux. Encore faut-il souligner que si, entre 1987 et 2006, la croissance mondiale fut portée à parts égales par les pays sous-développés et les principaux pays riches, entre 2007 et 2016, elle fut portée à 80% par les seuls pays sous-développés, ce qui est en fait la manifestation de l'intégration croissante d'économies comme la Chine à la production mondiale, permettant aux

trusts occidentaux d'exploiter plus encore les travailleurs de ces pays. Comme le ralentissement est aussi à l'ordre du jour dans ces pays sous-développés, il ne peut que globalement s'aggraver.

Autre manifestation du ralentissement de fond de l'économie mondiale, la croissance de la productivité du travail, qui était de 4% par an entre 1950 et 1973, de 2% entre 1973 et 2003, n'est plus que de 1% depuis<sup>2</sup>. Or, pour citer Marx (*Le Capital*, Livre III, Chap. XV), « baisse du taux de profit et accélération de l'accumulation ne sont que des expressions différentes d'un même procès, en ce sens que toutes deux expriment le développement de la productivité ». A contrario, le ralentissement prononcé de la croissance de la productivité ne fait que mettre en évidence une nouvelle fois le ralentissement généralisé du développement des forces productives. Et si le capitalisme s'étend encore, s'imposant davantage dans de nouvelles contrées, il le fait sur une base technique moyenne globale qui ne progresse quasiment plus, et encore moins dans les pays capitalistes avancés.

Cela n'est pas sans conséquences pour la classe ouvrière de ces pays. Non seulement le chômage de masse est devenu, au-delà des fluctuations conjoncturelles, un phénomène permanent, mais la guerre de classe que les capitalistes mènent contre les travailleurs ne peut qu'être sans fin. Les capitalistes n'arrivent à maintenir leur taux de profit que si la croissance de la productivité reste supérieure à celle des salaires, en d'autres termes, si la plus-value produite par heure travaillée croît plus vite que le salaire. Comme la croissance de la productivité tend vers zéro, les capitalistes ne peuvent

maintenir leurs profits qu'en baissant les salaires réels, c'est-à-dire en aggravant les causes qui sont à l'origine du ralentissement actuel.

À la fin des années 1980, les économistes pariaient sur l'informatique pour révolutionner la production et ouvrir une nouvelle ère de croissance économique, avec de nouveaux débouchés, de nouveaux gains de productivité. Force est de constater que l'informatique n'a pas révolutionné grand-chose, sauf le classement des grandes fortunes. Le ralentissement de la croissance de la productivité révèle l'incapacité du capitalisme à mettre en œuvre les innovations techniques à large échelle, à permettre le développement des forces productives. Cette incapacité n'est pas technique, mais le résultat des contradictions dans lesquelles le système s'est embourbé. Souvent, l'emploi de travailleurs moins payés est simplement plus rapidement rentable que des investissements lourds dans de nouveaux moyens de production. Mais, sur le fond, les trusts estiment que la demande est si faible qu'une augmentation de la production ne trouverait pas preneur et qu'il est plus facile et plus économique de licencier des travailleurs que des robots, en cas de retournement de la conjoncture. À elle seule, la contradiction flagrante entre les possibilités techniques sans cesse croissantes dont dispose l'humanité et le sous-emploi qu'en fait le capitalisme condamne définitivement ce système.

De même, ni la chute du Mur de Berlin en 1989 et la réintégration des pays de l'Est dans le marché mondial, ni l'émergence de quelques dizaines de millions de petits-bourgeois dans les pays sous-développés n'ont suscité une demande

2 Chiffres donnés par France stratégie. Selon AMECO, pour l'Europe dite des Quinze, la progression de la productivité totale des facteurs comme celle du travail est passée de 3% par an dans les années 1960 à 0% sur la dernière décennie.



Travail manuel dans une usine textile au Mexique...



... et chez Foxconn en Chine.

nouvelle en marchandises suffisante pour que l'économie mondiale sorte de sa torpeur. Les capacités de production à l'échelle de la planète sont en fait tellement importantes et

déjà sous-employées par les trusts (elles ne seraient employées qu'à 81 % en Europe et à 75 % aux États-Unis) qu'elles sont capables, sans investissement notable, d'absorber de

telles variations de la demande.

Cela fait donc en fait longtemps que le marasme est séculaire et que l'impulsion donnée par les destructions de la Deuxième Guerre mondiale à l'économie a abouti à cette longue agonie. Il n'est certes pas exclu que l'économie redémarre pour un cycle court, comme après chacune des crises de ces quarante dernières années. Mais il n'y a pas de raison qu'un tel cycle ne se termine pas de nouveau par un krach, dont la profondeur, au vu des sommes folles accumulées dans les circuits financiers, risque bien d'être pire encore qu'en 2009.

L'histoire de ces soixante-dix dernières années démontre que le capitalisme n'est capable de développer les forces productives qu'après avoir détruit massivement, et simultanément dans plusieurs pays, une importante quantité de ces mêmes forces productives, ce qu'il a fait au travers d'une guerre mondiale et d'une barbarie sans fin. Le *Programme de transition*, écrit par Trotsky à la veille de cette guerre mondiale, commençait par les mots suivants, d'une brûlante actualité: «*Les bavardages de toute sorte, selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore «mûres» pour le socialisme, ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres; elles ont même commencé à pourrir.*»

5 février 2017



COLLECTION DAVID KING

## La révolution russe de février 1917

### Le début d'une formidable mobilisation qui allait porter le prolétariat au pouvoir

**Il y a tout juste un siècle, les manifestations spontanées des ouvrières de Petrograd marquaient les prémises de la révolution russe. En quelques jours, le prolétariat de la capitale, qui, en pleine guerre mondiale, s'était porté à l'assaut de l'autocratie tsariste, jetait à bas l'un des régimes les plus tyranniques d'Europe. Cette irruption soudaine et violente des masses sur la scène de l'histoire initia un mouvement ininterrompu, fait de confrontations de plus en plus violentes avec les autres classes et avec la politique des partis représentant leurs intérêts. Durant huit mois, malgré le développement à un rythme inégal dans les villes, les campagnes et sur les milliers de kilomètres de front où combattaient les soldats, malgré les périodes de stabilisation, de reflux, les coups portés par les forces sociales décidées à en finir avec cette révolution, ce mouvement ne devait pas s'arrêter. Contrairement aux espoirs de la bourgeoisie russe et de l'impérialisme, les exploités ne rentrèrent pas dans le rang. Apprenant chaque jour davantage à reconnaître leurs alliés et à démasquer leurs faux amis, ils se portèrent finalement candidats à la direction de la société.**

Le 25 octobre 1917, le prolétariat renversa cette fois le gouvernement de la bourgeoisie pour fonder le premier État ouvrier de l'histoire, et ce sur un territoire représentant le sixième du globe. Le capitalisme avait subi sa première grande défaite face aux prolétaires. Pour les bolcheviks qui dirigèrent cette insurrection d'octobre, c'était une victoire donnant à son tour le coup d'envoi d'une indispensable révolution mondiale pour en finir avec la domination du capital et jeter les bases d'une société communiste.

Dans ce combat de classe plénière, la Russie révolutionnaire demeura isolée, notamment en raison de la politique des partis socialistes d'Europe, qui firent rempart à cette vague révolutionnaire, et de la faiblesse même des jeunes partis communistes qui s'étaient constitués dans le sillage de la

révolution russe. L'URSS qui se construisit dans les années suivantes allait durablement en subir le contrecoup. Ce reflux de la révolution devait en effet favoriser la naissance puis la domination d'une couche parasitaire de l'État ouvrier dont Staline fut le premier chef.

Mais cette dégénérescence, qui s'approfondit jusqu'à la disparition de l'URSS en tant qu'État il y a 25 ans, ne peut effacer l'œuvre gigantesque accomplie par le prolétariat russe.

**LA CLASSE OUVRIÈRE  
DE RUSSIE A ACCOMPLI  
LES TÂCHES QUE  
LA BOURGEOISIE COMME  
LA PAYSANNERIE ÉTAIENT  
IMPUISSANTES À CONDUIRE**

Écrivant pour le quatrième anniversaire d'Octobre au lendemain de la victoire de l'Ar-

mée rouge face aux forces de la contre-révolution, Lénine rappelait que l'objectif premier de la révolution avait été de « *supprimer les vestiges du Moyen Âge, les faire disparaître à jamais, nettoyer la Russie de cette barbarie, de cette honte, de ce qui freinait démesurément toute culture et tout progrès* ». Et il ajoutait que les masses populaires pouvaient être fières d'avoir « *vidé l'ordure monarchique* » comme jamais personne ne l'avait fait, « *beaucoup plus résolument, plus vite, plus hardiment, avec beaucoup plus de succès, d'ampleur et de profondeur (...) que ne l'avait fait la grande Révolution française* » 125 ans plus tôt.

Avoir extirpé les racines mêmes de la féodalité et du servage avait en effet une signification historique majeure, si l'on se souvient de l'emprise réactionnaire qu'avait exercée l'Empire tsariste sur le

continent européen durant des siècles. Mais tout aussi significatif pour le mouvement communiste était le fait que ces tâches démocratiques, bourgeoises, de la révolution n'avaient pu être menées à bien que par le prolétariat. Comme l'avaient annoncé, avec des nuances de formulation, Trotsky dans sa théorie de la révolution permanente et le courant bolchevik plus de dix ans avant la proclamation d'un gouvernement provisoire dirigé par la bourgeoisie libérale, celle-ci était incapable de jouer le rôle progressiste qu'avaient tenu ses devancières hollandaise, anglaise ou française dans leurs pays respectifs aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. Soumise aux grandes puissances capitalistes auxquelles elle devait finalement son propre développement et son rang, la bourgeoisie russe, à peine née, avait montré son impuissance et son caractère sénile : la peur que la classe ouvrière lui inspirait et la menace que cette classe jeune et combative représentait déjà pour sa propre domination l'avaient rendue incapable d'atteindre les objectifs d'une révolution bourgeoise.

La démonstration était faite – et à quelle échelle ! – que dans les pays placés sous le joug impérialiste, sous sa forme coloniale ou non, la classe ouvrière était la seule à même d'accomplir ces tâches, qui plus est de façon infiniment plus profonde, en se plaçant à la tête des classes opprimées, et en premier lieu de la paysannerie pauvre. Le débat qui avait opposé durant un quart de siècle les courants menchevik et bolchevik, mais aussi l'aile révolutionnaire de la social-démocratie européenne, à son courant le plus opportuniste était ainsi définitivement tranché.

Ces conclusions s'imposent encore à nous aujourd'hui, dans un monde où les forces numériques du prolétariat n'ont jamais été aussi importantes.

C'est la responsabilité historique du stalinisme, et de sa variante maoïste, ainsi que dans une moindre mesure de tous ceux qui au sein du mouvement trotskyste ont oublié cette leçon fondamentale, que d'avoir prétendu l'inverse durant des décennies, d'avoir soutenu que la paysannerie et la petite bourgeoisie intellectuelle, voire l'armée, pouvaient supplanter cette intervention et le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Le communisme ne peut être, comme l'avait écrit Marx des décennies auparavant, que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

### LES BASES D'UNE IMMENSE ŒUVRE ÉMANCIPATRICE

Cette puissance émancipatrice de la révolution d'Octobre s'observa d'emblée dans tous les domaines, malgré l'arriération qui était celle de la Russie de 1917 et la guerre civile que les grandes puissances attisèrent sur son territoire durant plusieurs années.

La nationalisation des terres, et la possibilité pour les comités de paysans d'en organiser le partage et la culture librement, répondaient aux aspirations de la petite paysannerie, qui constituait la majorité écrasante de la population.

En parvenant au pouvoir en février, la bourgeoisie russe avait fait de la même manière la preuve de son incapacité à apporter de véritable solution à la question nationale dans cette « prison des peuples » qu'avait été la Russie depuis des siècles. Il revint à la révolution prolétarienne d'en ouvrir les portes. Plus de la moitié des habitants appartenaient en effet à des populations allogènes dont les droits élémentaires à la culture, et notamment à leur propre langue, étaient systématiquement bafoués. La population juive, qui subissait l'antisémitisme du régime et les pogromes

que ses sbires conduisaient, devait quant à elle résider dans certaines régions de l'Empire et ne pouvait accéder à de nombreux emplois.

En reconnaissant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et ce jusqu'à leur séparation éventuelle, les bolcheviks firent la démonstration – là encore concrète – qu'ils tournaient le dos à la politique de l'ancien régime. Mais ils ne se contentèrent pas de reconnaître ce droit : ils s'adressèrent simultanément aux exploités de l'Empire russe pour leur proposer de s'unir à eux dans le combat contre la bourgeoisie et pour l'édification d'une nouvelle société. Et si certains territoires, comme la Finlande ou la Pologne, prirent effectivement leur indépendance, en grande partie sous la protection armée de l'impérialisme désireux d'endiguer, y compris par les moyens les plus sanglants, la vague révolutionnaire montante, cette politique permit la constitution de l'Union des républiques socialistes soviétiques, l'URSS, où les droits des peuples qui la constituaient étaient garantis.

La révolution accomplit également une tâche immense dans le domaine culturel au sens le plus large de ce mot. L'alphabétisation en fut la pierre angulaire, ce qui supposait la formation en masse d'enseignants, la construction de bibliothèques, d'écoles, puis d'universités, plus efficaces pour combattre l'arriération religieuse que tous les discours. John Reed rapportait alors : « *Toute la Russie apprenait à lire, et lisait de la politique, de l'économie et de l'histoire, car le peuple voulait savoir et connaître (...). L'aspiration à l'éducation pendant si longtemps contenue éclata avec la révolution.* »

Cela se traduisit aussi par la volonté de rendre accessible au plus grand nombre, non seulement les œuvres et



COLLECTION DAVID KING

**Des gardes rouges devant l'institut Smolny, où se réunissait l'état-major de la révolution.**

la culture du passé, dans les musées, les théâtres, mais également la mise en place d'une société sur des bases, peut-être pas totalement nouvelles, car elles étaient encore le produit de l'ancienne société, mais préparant un nouveau mode de vie, d'autres rapports entre les êtres, entre les générations.

La révolution d'Octobre jeta aussi les bases d'une égalité véritable entre les hommes et les femmes dès le plus jeune âge, jamais atteinte dans aucune des démocraties bourgeoises, et même bien souvent jusqu'à ce jour. À l'égalité juridique s'ajoutèrent notamment le droit de vote et d'éligibilité à toutes

les fonctions, la reconnaissance de l'union libre et des droits au divorce sur simple demande, à l'avortement, à des congés maternité payés. Pour que ces mesures prennent tout leur sens, fut notamment engagée une politique de création de crèches ou de cuisines collectives.

La jeunesse, dont une grande partie s'échinait jusque-là dans les champs et dans les bagnes industriels, se vit enfin ouvrir, en plus de l'accès à l'éducation, de nouveaux droits et de nouveaux horizons, grâce aux multiples structures éducatives, sportives et culturelles mises en place. L'enthousiasme et l'énergie produits par les espoirs nés

avec Octobre palliaient souvent en grande partie le manque de moyens matériels.

Mais la réalisation de ces réformes progressistes ne pouvait cependant se concevoir si l'on ne s'engageait pas simultanément sur la voie de la construction d'une société socialiste à l'échelle la plus large. Résumant les rapports dialectiques entre révolution bourgeoise et révolution socialiste, Lénine écrivait en 1921 : « *La première se transforme en la seconde. La seconde résout, en passant, les problèmes de la première. La seconde corrobore l'œuvre de la première. La lutte, et la lutte seule, décide dans quelle mesure la seconde réussit à surpasser la première.* »

#### LA NAISSANCE DU PREMIER ÉTAT OUVRIER

Ce sont en effet les rapports de force entre la bourgeoisie et le prolétariat à l'échelle nationale et internationale qui déterminèrent les rythmes de la construction du nouvel État ouvrier et en dessinèrent les contours. Au sabotage systématique par le patronat, puis au blocus imposé par l'impérialisme à tout le pays et enfin à la guerre civile que ce dernier alimenta par ses moyens militaires et financiers, les bolcheviks répondirent par une expropriation totale de la grande bourgeoisie, de ses banques et de ses industries.

Le contrôle ouvrier sur la production et la marche même des entreprises, qui avait commencé à être imposé par les travailleurs au cours de l'année 1917, s'étendit à toutes les sphères de la production. Durant les premières années du régime, cette direction de la classe ouvrière sur la marche en avant de la société, cette dictature du prolétariat, s'incarna par le pouvoir d'une multitude d'organes de la démocratie ré-

volutionnaire: comités d'usine, syndicats, associations ouvrières et soviets.

S'engageait ainsi la construction d'une économie nouvelle, débarrassée du règne de la propriété privée, du parasitisme des actionnaires et du profit. C'est sur cette base et grâce au dynamisme propre de ce premier État ouvrier que, dans la période suivante, put être mis en place – malgré le conservatisme et le poids grandissant de la bureaucratie – une planification sur une très vaste échelle. Cette organisation engageait l'humanité sur une voie qu'aucune société n'avait encore explorée et permit à l'Union soviétique de connaître un essor industriel sans précédent, ceci au moment même où l'économie capitaliste s'enfonçait dans la plus brutale crise de son histoire.

Les bolcheviks savaient par avance que cette route était parsemée d'embûches. Cela se vérifia d'abord durant les trois années de guerre civile et le « communisme de guerre », où les mesures les plus extrêmes furent adoptées pour sauver la révolution. Puis, toujours face à la pression de l'impérialisme et à celle, interne, de la paysannerie, ce fut le repli opéré avec les réformes introduites par la « nouvelle politique économique » (NEP) en mars 1921. Le régime n'avait eu alors d'autre choix que de « faire au capitalisme une place limitée pour un temps limité » (Lénine), sans revenir pour autant sur les conquêtes fondamentales d'Octobre. Mais ses dirigeants étaient conscients de l'œuvre déjà entreprise. Dans le discours déjà cité pour le quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre, Lénine, tout en reconnaissant « une foule d'impairs et d'erreurs », affirma que ceux qui avaient engagé les premiers le combat pouvaient « être fiers » de commencer « une nouvelle époque de l'histoire

mondiale », celle de la domination de la classe ouvrière. Et il ajoutait: « C'est nous qui avons commencé cette œuvre. Quand, dans quel délai, les prolétaires de quelle nation la feront aboutir, il n'importe. Ce qui importe, c'est que la glace est rompue, la voie est ouverte, la route tracée. » Et de tout cela, les travailleurs conscients doivent se sentir encore fiers aujourd'hui.

Comme ils peuvent être fiers de leurs devanciers qui ont initié la première tentative de collectivisation et démontré, selon les termes de Trotsky, « la possibilité d'élever la productivité du travail collectif à une hauteur jamais existante à l'aide de méthodes socialistes. Cette conquête, d'une importance historique mondiale, personne et rien ne pourra nous la dérober » (discours de Copenhague pour le quinzième anniversaire de la révolution d'Octobre). Même le parasitisme de la bureaucratie soviétique dans sa forme la plus abjecte, étouffant dans la période suivante la classe ouvrière et la démocratie soviétique, comme l'isolement économique qui fut celui de l'Union soviétique, ne parvinrent pas à effacer ce fait historique.

#### LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DE LA RÉVOLUTION

Il était déjà clair pour les révolutionnaires socialistes du début du 20<sup>e</sup> siècle que les forces productives nées de la révolution industrielle avaient depuis longtemps dépassé les barrières nationales et que la société socialiste était irréalisable dans le carcan des frontières nationales.

L'isolement de cette révolution, née de la guerre mondiale et des contradictions du capitalisme à son stade impérialiste, dans les seules frontières de l'URSS, devait par la suite vérifier tragiquement l'impossibi-

lité de construire le socialisme dans un seul pays, contrairement à ce que Staline et sa clique affirmèrent dès 1924, trahissant ainsi le combat de millions de prolétaires et toute la politique du Parti bolchevique depuis sa naissance.

Le combat de la classe ouvrière russe s'inscrivait en effet dans la continuité des combats de plusieurs générations bien au-delà des frontières de la Russie. Ses dirigeants étaient eux-mêmes issus du courant socialiste européen, dans lequel ils avaient milité et s'étaient formés. Ils avaient inscrit leur lutte dans une guerre de classe plus vaste, opposant des prolétaires du monde entier contre les classes possédantes. Et si la révolution était survenue dans le maillon le plus faible de la chaîne reliant les pays capitalistes entre eux, leur objectif était de briser l'ensemble de la chaîne et d'en délivrer l'humanité.

Cela fut la raison d'être de la III<sup>e</sup> Internationale qui était le prolongement organique de la révolution russe: fournir aux prolétaires du monde entier, aux peuples coloniaux comme aux travailleurs des citadelles impérialistes, une perspective et un état-major communs de la révolution prolétarienne.

#### LE RÔLE DU PARTI OUVRIER DANS LA RÉVOLUTION

La victoire de l'insurrection d'Octobre était aussi la démonstration de la nécessité pour la classe ouvrière de disposer d'un instrument pour assurer son émancipation et celle de toute la société. Car si le Parti bolchevique, pas plus que d'autres organisations, ne joua aucun rôle dans le déclenchement du processus révolutionnaire de l'année 1917, il fut l'arme majeure de la victoire des exploités.

Comparant les révolutions





ARC LDC

**«La révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques.» Léon Trotsky**

bourgeoises du passé à la révolution prolétarienne, Trotsky écrivait dans *Leçons d'Octobre* : « La bourgeoisie choisissait le moment favorable où elle pouvait, en exploitant le mouvement des masses populaires, jeter tout son poids social sur le plateau de la balance et s'emparer du pouvoir. Mais, dans la révolution prolétarienne, le prolétariat est non seulement la principale force combative, mais aussi, dans la personne de son avant-garde, la force dirigeante. Seul, le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne, jouer le rôle que jouaient, dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue. »

Cette aptitude fut d'autant plus grande dans la Russie de 1917 que le Parti bolchevique était, contrairement à l'image déformée transmise à la fois par les historiens de la bourgeoisie et par la vision stalinienne d'une avant-garde décidant à la place des masses, un organe vivant, lié par de multiples organes à la classe ouvrière, dans les quartiers des villes industrielles, dans les comités d'usine, les syndicats, et jusque dans l'armée. Cette pression que la classe ouvrière exerçait en son sein même permit de contrebalan-

cer le « conservatisme d'organisation », selon l'expression de Trotsky, l'inertie presque inévitable qui s'était développée dans le parti. Elle permit notamment à Lénine d'emporter le combat politique qu'il entreprit dès son retour en Russie en avril 1917, pour en redresser le cours et le remettre en ordre de marche vers l'objectif de la prise du pouvoir. Le Parti bolchevique, écrit Trotsky, était « la condensation vivante de la nouvelle histoire de la Russie, de tout ce qui était dynamique en elle ».

Il concluait : « Sans un parti capable de s'orienter dans les circonstances, d'apprécier la marche et le rythme des événements et de conquérir à temps la confiance des masses, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. » Toute l'histoire du mouvement révolutionnaire par la suite et jusqu'à ce jour, à commencer par l'échec des révolutions en Europe de 1918 à 1923, puis celui de la révolution chinoise de 1925-1927 et de tant d'autres par la suite, l'ont tragiquement confirmé.

#### DES LEÇONS POUR AUJOURD'HUI ET POUR LES COMBATS DE DEMAIN

La révolution d'Octobre, pour s'être attaquée en profondeur aux rapports de propriété bour-

geois et par ses réalisations n'avait, pour reprendre une autre expression de Trotsky, « aucune raison de courber la tête et de parler le langage de l'excuse » devant ses adversaires. Mais les circonstances historiques mêmes, l'isolement de la révolution, la contre-offensive de la bourgeoisie au plan international et la dégénérescence de la dictature du prolétariat en dictature sur le prolétariat limitèrent la construction d'une nouvelle société à son premier stade.

Aujourd'hui, les bases matérielles, mais aussi techniques et scientifiques d'une société communiste, gérée et contrôlée de façon consciente par les travailleurs, sont bien supérieures à ce qu'elles étaient il y a un siècle.

Alors, tandis que le capitalisme et la domination de la bourgeoisie plongent chaque jour davantage l'humanité dans le chaos et l'incertitude, il faut œuvrer, non seulement à la transmission du formidable capital d'expériences que fut la révolution de 1917, mais à la renaissance du bolchevisme, que Trotsky définissait dans les *Leçons d'Octobre* comme « un système d'éducation révolutionnaire pour l'accomplissement de la révolution prolétarienne ».

C'est à cette école qu'il entreprit, avec toute une génération de communistes, son combat pour faire pièce à la contre-révolution politique menée par la bureaucratie stalinienne et reconstruire une internationale ouvrière. C'est également à cette école que les générations actuelles et de demain pourront apprendre, qu'elles feront leurs propres expériences, qu'elles enrichiront le patrimoine commun du mouvement ouvrier révolutionnaire, et conduiront enfin l'humanité vers son émancipation.

20 février 2017

# Les brochures du Cercle Léon Trotsky

## AFRIQUE

- **Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

## MOYEN-ORIENT

- **Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1<sup>er</sup> février 2008)

## EUROPE

- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine** (n°140, 6 mars 2015)
- **L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **L'immigration dans l'Europe en crise** (n° 135, 24 janvier 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification?** (n° 122, 19 novembre 2010)

## AMÉRIQUE

- **Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)
- **La longue lutte des Noirs américains** (n° 142, 19 juin 2015)

## ASIE

- **Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme** (n° 147, 10 juin 2016)



- **États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière** (n° 148, 10 novembre 2016)

## FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- **Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière** (n° 115, 1<sup>er</sup> trimestre 2009)

## IDÉES/HISTOIRE

- **Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »?** (n° 146, 8 avril 2016)
- **Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier** (n° 144, 8 janvier 2016)
- **Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme** (n° 143, 9 octobre 2015)
- **Temps de travail, salaires et lutte des classes** (n° 141, 10 avril 2015)
- **Développement des sciences et fondements des idées communistes** (n° 139, 23 janvier 2015)
- **Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n°137, 19 septembre 2014)
- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n°126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1<sup>er</sup> avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **La décroissance: faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)

## FRANCE

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

**Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,73 euro par brochure.**

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

# Où trouver *Lutte de classe* ?

## FRANCE

### PARIS

Le Point du Jour  
58, rue Gay-Lussac, Paris 5<sup>e</sup>  
La Brèche, 27, rue Taine  
Paris 12<sup>e</sup>

### ALBERTVILLE

SNC le Maryland  
106, rue de la République

### ALBI

Maison de la Presse  
Place du Vigan

### ANGERS

Librairie Contact  
3, rue Lenepveu  
Librairie Les Nuits bleues  
21, rue Maillé

### ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier  
28, avenue Gabriel-Péri

### BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle  
95, Grande-Rue

### BOURGES

La Plume du Sarthate  
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

### BREST

La Bouquinerie  
Place Guérin

### CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques  
9, rue de Boigne

### CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet  
5, place du Marché aux poissons

### DIJON

Relais H, quai n° 1  
Gare SNCF de Dijon

### DOLE

La Passerelle  
16 bis, rue de la Sous-préfecture

### GAP

Librairie-papeterie Davagnier  
3, place Jean-Marcellin

### GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza  
18, place Sainte-Claire  
Tabac-presse Le Berriat  
97, cours Berriat

### IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire  
16, rue Gabriel-Péri

### LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons  
21, rue Saint-Nicolas

### LYON 7<sup>e</sup>

Terre des livres  
86, rue de Marseille

### MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps  
35, rue Pavillon, Marseille 1<sup>er</sup>

### NANTES

Librairie Vent d'Ouest  
5, place du Bon-Pasteur

### RENNES

Tabac-presse La Civette  
(Centre commercial des Longs  
Champs)

### ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

### TOULON

Kiosque à journaux  
Cours Lafayette - Place Hubac

### VALENCE

Librairie Notre temps  
30, Grande-Rue

## GUADELOUPE

### POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor  
Rue Schoelcher  
Match - Grand Camp

## LA DOMINIQUE

### ROSEAU

Frontline Co-op  
78, Independence street

## HAÏTI

### PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade  
Librairie Phénix  
Lalue 212, en face rue Chrétien

## ALLEMAGNE

### BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse  
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof  
10961 Berlin

## BELGIQUE

### BRUXELLES

Librairie Aurora  
Avenue J.-Volders, 34  
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)  
Librairie Joli Mai  
Avenue Paul-Dejaer, 29  
B-1060 Bruxelles

## POLOGNE

### VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa  
im. B. Prusa Sp. Cyw  
Krakowskie przedmieście 7

## SUISSE

### GENÈVE

Librairie du Boulevard  
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par  
l'Union africaine des travailleurs  
communistes internationalistes  
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du  
Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €,  
autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE

**Lutte ouvrière**  
**Arbeidersstrijd**  
communiste trotskiste  
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd  
Adresse:  
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be> et  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
boletinvozoברה@yahoo.es  
APARTADO DE CORREOS - 10210 -  
SEVILLA  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203  
<http://www.the-spark.net>



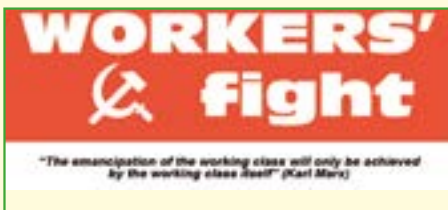
Revue trimestrielle  
publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix: 1,20 €  
Abonnements: France - DOM TOM,  
six mois: 20 €; un an: 40 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



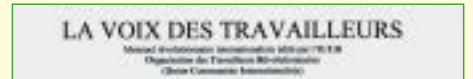
Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
Abonnement 1 an:  
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -  
Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier - Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -  
97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier - Louis Maugeé  
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE  
CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.net>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire  
internationaliste publié par  
l'Organisation des travailleurs  
révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier  
communiste  
via Nievo Ippolito 32-57100 LIVORNO -  
ITALIA  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linternazionale.it> - contact  
e-mail: [l.internazionale@tin.it](mailto:l.internazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
<http://www.sinifmucadelesi.net>